

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1000

[C — 2006/27043]

**9 FEVRIER 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes
et des semences de chicorée industrielle**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, modifiée par les lois du 21 décembre 1998 et du 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 2 mai 2001 portant réglementation du commerce et du contrôle des semences de légumes et de chicorée industrielle;

Vu la Directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes;

Vu la Directive 2004/117/CE du Conseil du 22 décembre 2004 modifiant les Directives 66/401/CEE, 66/402/CEE, 2002/54/CE, 2002/55/CE et 2002/57/CE en ce qui concerne les examens réalisés sous contrôle officiel et l'équivalence des semences produites dans les pays tiers;

Considérant l'arrêté royal du 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

Considérant la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles;

Considérant la Décision 2004/842/CE de la Commission du 1^{er} décembre 2004 relative aux modalités d'exécution selon lesquelles les Etats membres peuvent autoriser la commercialisation de semences appartenant à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes a été déposée;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 16 janvier 2006;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il faut sans délais transposer les dispositions de la Directive 2002/55/CE modifiée par la Directive 2004/117/CE précitées;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. § 1^{er} Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o commercialisation : la vente, la détention en vue de la vente, l'offre de vente ou toute cession, toute fourniture ou tout transfert, en vue d'une exploitation commerciale, de semences à des tiers, que ce soit contre rémunération ou non.

Ne relèvent pas de la commercialisation les échanges de semences qui ne visent pas une exploitation commerciale de la variété, telles que les opérations suivantes :

a) la fourniture de semences à des organismes officiels d'expérimentation et d'inspection;

b) la fourniture de semences à des prestataires de services, en vue de la préparation ou du conditionnement, pour autant que le prestataire de services n'acquière pas un titre sur la semence ainsi fournie.

La fourniture de semences, sous certaines conditions, à des prestataires de services en vue de la production de certains matières premières agricoles, destinées à un usage industriel, ou de la propagation des semences à cet effet, ne relève pas de la commercialisation, pour autant que le prestataire de services n'acquière un titre ni sur la semence ainsi fournie, ni sur le produit de la récolte. Le fournisseur de semences fournira au Service une copie des parties correspondantes du contrat conclu avec le prestataire de services et ce contrat devra comporter les normes et conditions actuellement remplies par la semence fournie;

Les modalités d'application des présentes dispositions sont fixées par le Ministre conformément aux décisions de l'Union européenne;

2^o légumes : les plantes des espèces suivantes destinées à la production agricole ou horticole :

<i>Allium cepa</i> L.	Oignon
<i>Allium porrum</i> L.	Poireau
<i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm.	Cerfeuil
<i>Apium graveolens</i> L.	Céléri
<i>Asparagus officinalis</i> L.	Asperge
<i>Beta vulgaris</i> L. var. <i>vulgaris</i>	Poirée
<i>Beta vulgaris</i> L. var. <i>conditiva</i> Alef.	Betterave rouge
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>acephala</i> (DC) Alef. var. <i>sabellica</i> L.	Chou frisé
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>botrytis</i> L.	Chou fleur
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>cymosa</i> Duch.	Brocoli
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>oleracea</i> var. <i>gemmifera</i> DC.	Chou de Bruxelles
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L.) Alef. var. <i>sabauda</i> L.	Chou de Milan

<i>Brassica oleracea</i> L.convar. <i>capitata</i> (L.) Alef. var. <i>alba</i> DC.	Chou cabus
<i>Brassica oleracea</i> L.convar. <i>capitata</i> (L.) Alef. var. <i>rubra</i> DC.	Chou rouge
<i>Brassica oleracea</i> L.convar. <i>acephala</i> (DC.) Alef. var. <i>gongyloides</i> L.	Chou-rave
<i>Brassica pekinensis</i> (Lour.) Rupr.	Chou chinois
<i>Brassica rapa</i> L. var. <i>rapa</i>	Navet de printemps, Navet d'automne
<i>Capsicum annuum</i> L.	Piment, Poivron
<i>Cichorium endivia</i> L.	Chicorée frisée, Chicorée scarole
<i>Cichorium intybus</i> L. <i>partim</i>)	Chicorée witloof (endive), Chicorée à larges feuilles (chicorée italienne), Chicorée industrielle
<i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum. et Nakai	Melon d'eau
<i>Cucumis melo</i> L.	Melon
<i>Cucumis sativus</i> L.	Concombre, Cornichon
<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne	Potiron
<i>Cucurbita pepo</i> L.	Courgette
<i>Cynara cardunculus</i> L.	Cardon
<i>Daucus carota</i> L.	Carotte
<i>Foeniculum vulgare</i> Miller	Fenouil
<i>Lactuca sativa</i> L.	Laitue
<i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw.	Tomate
<i>Petroselinum crispum</i> (Miller) Nyman ex A.W. Hill	Persil
<i>Phaseolus coccineus</i> L.	Haricot d'Espagne
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	Haricot
<i>Pisum sativum</i> L. (<i>partim</i>)	Pois, à l'exclusion des pois fourragers
<i>Raphanus sativus</i> L.	Radis
<i>Scorzonera hispanica</i> L.	Scorsonère
<i>Solanum melongena</i> L.	Aubergine
<i>Spinacia oleracea</i> L.	Epinard
<i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.	Mâche
<i>Vicia faba</i> L. (I)	Fève

3° semences prébase : les semences de sélection de générations antérieures aux semences de base, qui ont été contrôlées et approuvées officiellement par un service compétent pour la certification, conformément aux dispositions applicables à la certification de semences de base;

4° semences de base : les semences;

a) qui ont été produites sous la responsabilité de l'obteneur ou du sélectionneur selon des règles de sélection conservatrice en ce qui concerne la variété, le cas échéant à partir de semences prébase;

b) qui sont prévues pour la production de semences de la catégorie « semences certifiées »;

c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 4, aux conditions fixées aux annexes I^e et II pour les semences de base, et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe II, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions visées aux points a), b) et c) ont été respectées;

5° semences certifiées : les semences :

a) qui proviennent directement de semences de base ou, à la demande de l'obteneur, de semences d'une génération antérieure aux semences de base;

b) qui sont prévues pour la production de légumes;

c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 4, aux conditions fixées aux annexes I^e et II pour les semences certifiées;

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions visées aux points a), b) et c) ont été respectées, et

e) qui sont soumises à un contrôle officiel a posteriori effectué par sondage en ce qui concerne leur identité et leur pureté variétales;

6° semences standard : les semences :

a) qui possèdent suffisamment d'identité et de pureté variétales;

b) qui sont surtout prévues pour la production de légumes;

c) qui répondent aux conditions de l'annexe II, et

d) qui sont soumises à un contrôle officiel effectué a posteriori par sondage en ce qui concerne leur identité et leur pureté variétales;

7° dispositions officielles : les dispositions qui émanent de ou sont prises par :

a) les autorités d'un Etat, ou

b) des personnes morales de droit public ou privé agissant sous la responsabilité d'un Etat, ou

c) pour des activités auxiliaires, par des personnes physiques assermentées agissant sous contrôle d'un Etat, à condition que les personnes mentionnées aux points b) et c) ne recueillent pas un profit particulier du résultat de ces dispositions;

8° petits emballages CE : les emballages contenant des semences pour un poids net maximal de :

a) 5 kg pour les légumineuses;

b) 500 g pour les oignons, cerfeuil, asperges, poirée, betteraves rouges, navets de printemps, navets d'automne, melons d'eau, potirons, courgettes, carottes, radis, scorsonères, épinards, mâches;

c) 100 g pour toutes les autres espèces de légumes;

9° pays tiers : pays non membre de l'Union européenne;

10° catalogue commun : le catalogue commun des variétés des espèces de légumes établi en vertu des articles 16 et 17 de la Directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes, ne sont soumis à aucune restriction de commercialisation quant à la variété;

11° catalogues nationaux : les catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes établis par l'arrêté royal 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

12° Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ces attributions;

13° Service : la Direction de la Qualité des Produits, de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

§ 2. Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut modifier la liste des espèces reprise au § 1^{er} sous 2°.

§ 3. Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut spécifier et déterminer quels types de variétés, y compris les composants, sont pris en considération pour le contrôle aux conditions du présent arrêté.

Art. 2. § 1^{er}. Le présent arrêté concerne la production en vue de la commercialisation ainsi que la commercialisation à l'intérieur de l'Union européenne de semences de légumes destinées à la production agricole ou horticole à l'exclusion des usages ornementaux. Il n'est pas applicable aux semences de légumes destinées à l'exportation vers les pays tiers pour autant que la destination puisse être prouvée et qu'elles soient identifiées en ce sens.

§ 2. Le présent arrêté est pris sans préjudice des compétences fédérales en matière phytosanitaire et, notamment, des dispositions de l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux.

CHAPITRE II. — *La certification et la commercialisation*

Art. 3. § 1^{er}. Les semences de chicorée industrielle ne peuvent être commercialisées que :

1° si elles sont officiellement certifiées « semences prébase », « semences de base » ou « semences certifiées »;

2° si elles répondent aux conditions prévues à l'annexe II du présent arrêté, et

3° si elles appartiennent à une variété figurant dans les catalogues nationaux, ou dans le catalogue commun.

§ 2. Les semences de légumes autres que les semences de chicorée industrielle ne peuvent être commercialisées que :

1° si elles sont officiellement certifiées « semences prébase », « semences de base », « semences certifiées » ou si elles appartiennent à la catégorie « semences standard »;

2° si elles répondent aux conditions prévues à l'annexe II du présent arrêté, et

3° si elles appartiennent à une variété figurant dans les catalogues nationaux, ou dans le catalogue commun.

§ 3. Nonobstant les dispositions des § 1^{er}, point 1°, et § 2, point 1°, la commercialisation des semences brutes en vue de la préparation est autorisée, pour autant que l'identité de ces semences soit garantie officiellement.

Art. 4. § 1^{er}. En dérogation aux dispositions de l'article 3, § 1^{er}, point 2°, et § 2, point 2°, les semences prébase et les semences de base ne répondant pas aux conditions prévues à l'annexe II en ce qui concerne la faculté germinative, peuvent être certifiées officiellement et commercialisées à condition que le fournisseur garantisse une faculté germinative déterminée, qu'il indique, pour la commercialisation, sur une étiquette spéciale portant son nom et adresse et le numéro de référence du lot.

§ 2. En dérogation aux dispositions de l'article 3, § 1^{er}, point 2°, et § 2, point 2°, et dans l'intérêt d'un approvisionnement rapide en semences, les semences de base et les semences certifiées pour lesquelles ne serait pas terminé l'examen officiel destiné à contrôler le respect des conditions fixées à l'annexe II en ce qui concerne la faculté germinative, peuvent être certifiées officiellement et commercialisées. La certification n'est accordée que sur présentation d'un rapport d'analyse provisoire des semences, et à condition que soient indiqués les nom et adresse du premier destinataire.

Le fournisseur doit garantir la faculté germinative constatée lors de l'analyse provisoire. L'indication de cette faculté germinative doit figurer, pour la commercialisation, sur une étiquette spéciale portant les nom et adresse du fournisseur et le numéro de référence du lot.

§ 3. Les dispositions reprises aux §§ 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas aux semences importées des pays tiers, sauf les cas prévus à l'article 15 en ce qui concerne la reproduction hors de l'Union européenne.

Art. 5. § 1^{er}. En dérogations aux dispositions de l'article 3, § 1^{er}, 1°, et § 2, 1°, les producteurs établis sur le territoire de la Région wallonne sont autorisés à commercialiser des petites quantités de semences, dans des buts scientifiques ou pour des travaux de sélection.

§ 2. En dérogation aux dispositions de l'article 3, § 1^{er}, et § 2, le Service peut autoriser les producteurs établis sur le territoire de la Région wallonne à commercialiser, pour une période limitée, des semences appartenant à une variété pour laquelle une demande d'admission aux catalogues nationaux a été introduite dans au moins un Etat-membre, et pour laquelle des informations techniques spécifiques ont été soumises. A cette fin, sont d'application les dispositions de la Décision 2004/842/CE de la Commission du 1^{er} décembre 2004 relative aux modalités d'exécution selon lesquelles les Etats membres peuvent autoriser la commercialisation de semences appartenant à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes a été déposée.

Art. 6. Le Ministre peut, pour des motifs économiques fondés, en ce qui concerne la production indigène, fixer des conditions supplémentaires ou plus rigoureuses que celles prévues aux annexes I^{re} et II, pour la certification des semences prébase, des semences de base et des semences certifiées de toute nature.

Art. 7. La description éventuelle requise pour la certification des composants généalogiques est, à la demande de l'obteneur, tenue confidentielle.

Art. 8. § 1^{er}. Les semences de prébase, les semences de base, les semences certifiées et les semences standard ne peuvent être commercialisées qu'en lots suffisamment homogènes et dans des emballages fermés, munis, conformément aux dispositions des articles 9 et 10, d'un système de fermeture et d'un marquage.

§ 2. Le Ministre peut prévoir des dérogations aux dispositions du § 1^{er} pour la commercialisation de petites quantités de ces semences au dernier utilisateur en ce qui concerne l'emballage, le système de fermeture et le marquage.

§ 3. Nonobstant les dispositions du § 1^{er}, le Ministre peut autoriser les producteurs wallons à commercialiser de petits emballages de semences standard de plusieurs variétés de la même espèce. Dans ce cas, l'espèce et les règles relatives à la taille maximale des petits emballages ainsi que les exigences d'étiquetage sont définies conformément aux décisions de l'Union européenne.

Art. 9. § 1^{er}. Les emballages des semences prébase, des semences de base et des semences certifiées, à l'exception des petits emballages CE de semences certifiées, sont fermés officiellement ou sous contrôle officiel, de façon qu'ils ne puissent être ouverts sans que le système de fermeture ne soit détérioré ou sans que l'étiquette officielle prévue à l'article 10, § 1^{er}, ni l'emballage ne montrent de traces de manipulation.

Afin d'assurer la fermeture, le système de fermeture comporte au moins soit l'incorporation dans celui-ci de l'étiquette officielle, soit l'apposition d'un scellé officiel.

Les mesures prévues au deuxième alinéa ne sont pas indispensables dans le cas d'un système de fermeture non réutilisable.

§ 2. Lorsqu'il s'agit des emballages fermés officiellement, il ne peut être procédé à une ou plusieurs nouvelles fermetures qu'officiellement ou sous contrôle officiel. Dans ce cas il est également fait mention sur l'étiquette prévue à l'article 10, § 1^{er}, de la dernière nouvelle fermeture, de sa date et du service qui l'a effectué.

§ 3. Les emballages de semences standard et les petits emballages de semences certifiées sont fermés de façon qu'ils ne puissent être ouverts sans que le système de fermeture ne soit détérioré ou sans que l'étiquette prévue aux articles 10 § 2, ni l'emballage ne montrent de traces de manipulation. Ils sont également, à l'exception des petits emballages, munis d'un plomb ou d'une fermeture équivalente apposée par le responsable de l'apposition des étiquettes.

Dans le cas des petits emballages de la catégorie « semences certifiées », il ne peut être procédé à une ou plusieurs nouvelles fermetures que sous contrôle officiel.

§ 4. Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut autoriser des dérogations aux dispositions des §§ 1^{er} et 2 pour les petits emballages de semences de base, fermés sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 10. § 1^{er}. Les emballages des semences de base et des semences certifiées, dans la mesure où les semences de cette dernière catégorie ne se présentent pas sous forme de petits emballages CE :

1° sont pourvus, à l'extérieur, d'une étiquette officielle qui n'a pas encore été utilisée, qui est conforme aux conditions fixées à l'annexe IV partie A et dont les indications sont rédigées dans une des langues officielles de l'Union européenne. Pour les emballages transparents, l'étiquette peut figurer à l'intérieur lorsqu'elle est lisible à travers l'emballage. La couleur de l'étiquette est blanche pour les semences de base et bleue pour les semences certifiées.

Lorsque l'étiquette est pourvue d'un œillet, sa fixation est assurée dans tous les cas par un scellé officiel.

Si dans le cas prévu à l'article 4, les semences de base ne répondent pas aux conditions fixées à l'annexe II quant à la faculté germinative, il en est fait mention sur l'étiquette.

L'emploi d'étiquettes officielles adhésives est autorisée.

Conformément aux décisions de l'Union européenne, il peut être autorisé, sous contrôle officiel, d'apposer sur l'emballage les indications prescrites de manière indélébile et selon le modèle de l'étiquette;

2° contiennent une notice officielle de la couleur de l'étiquette et reproduisant au moins les indications fixées pour l'étiquette à l'annexe IV, partie A, point a), 4 à 7. La notice est constituée de façon qu'elle ne puisse être confondue avec l'étiquette visée au point 1°. La notice n'est pas indispensable lorsque les indications sont apposées de manière indélébile sur l'emballage ou lorsque, conformément au point 1°, l'étiquette figure à l'intérieure d'un emballage transparent ou lorsqu'une étiquette adhésive ou une étiquette d'un matériel indéchirable est utilisée.

§ 2. Les emballages de semences standard et les petits emballages CE de semences de la catégorie « semences certifiées » sont munis, conformément aux indications de l'annexe IV, partie B, d'une étiquette du fournisseur ou d'une inscription imprimée ou d'un cachet rédigé dans une des langues officielles de l'Union européenne. La couleur de l'étiquette est bleue pour les semences certifiées et jaune foncé pour les semences standard.

Sauf dans le cas des petits emballages CE de semences standard, les informations prescrites ou autorisées par le présent paragraphe sont clairement séparées de toute autre information figurant sur l'étiquette ou l'emballage, y compris celles prévues à l'article 11.

§ 3. Pour les variétés qui sont notoirement connues le 1^{er} juillet 1970, il est permis en outre de faire mention sur l'étiquette d'une sélection conservatrice donnée. Il est interdit de se référer à des propriétés particulières qui seraient en relation avec la sélection conservatrice. Cette référence suit la dénomination variétale, dont elle est clairement séparée, de préférence par un tiret. Elle ne doit pas ressortir plus que la dénomination variétale.

§ 4. Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut autoriser des dérogations aux dispositions des §§ 1^{er} et 2 pour les petits emballages de semences de base, fermés sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 11. § 1^{er}. Dans tous les cas différents de ceux prévus par cet arrêté, les emballages de semences de base, de semences certifiées de toute nature ou de semences standard portent une étiquette du fournisseur (qui peut être distincte de l'étiquette officielle ou prendre la forme des informations des fournisseurs, imprimées sur l'emballage proprement dit).

Les indications à faire figurer sur une telle étiquette sont fixées conformément aux décisions de l'Union européenne.

§ 2. Dans le cas de semences de base et de semences certifiées, l'étiquette ou l'impression visée au § 1^{er} sont rédigées de manière à ne pas pouvoir être confondues avec l'étiquette officielle visée à l'article 10, § 1^{er}.

Art. 12. Les emballages de semences prébase sont munis à l'extérieur d'une étiquette officielle portant au minimum les indications reprises à l'annexe IV, au point A, ainsi que le nombre de générations précédant les semences de la catégorie « semences certifiées ».

L'étiquette est de couleur blanche et barrée en diagonale d'un trait violet. Si dans le cas prévu à l'article 3, § 2 les semences ne répondent pas aux conditions fixées à l'annexe II quant à la faculté germinative, il en est fait mention sur l'étiquette.

Art. 13. Dans le cas de semences d'une variété qui a été génétiquement modifiée, toute étiquette apposée sur le lot de semences ou tout document qui l'accompagne, en vertu des dispositions du présent arrêté, officiel ou non, indique clairement que la variété a été génétiquement modifiée.

Art. 14. § 1^{er}. Tout traitement chimique des semences de base, des semences certifiées ou des semences standard est mentionné soit sur l'étiquette officielle, soit sur une étiquette du fournisseur ainsi que sur l'emballage ou à l'intérieur de celui-ci. Pour les petits emballages CE, ces mentions peuvent figurer directement sur l'emballage ou à l'intérieur de celui-ci.

§ 2. Il est interdit de commercialiser des semences qui sont traitées chimiquement avec un produit qui n'a pas été agréé à cette fin, conformément à l'arrêté royal du 28 février 1994, relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole. Pour des semences qui sont importées déjà traitées chimiquement, il suffit cependant que les principes actifs aient été autorisés conformément à la réglementation précitée.

Art. 15. § 1^{er}. Les semences de légumes qui proviennent directement de semences de base ou de semences certifiées officiellement certifiées soit dans un ou plusieurs Etats-membres, soit dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée, conformément à l'article 16, ou qui proviennent directement du croisement de semences de base officiellement certifiées dans un Etat-membre avec des semences de base officiellement certifiées dans un de ces pays tiers, et qui ont été récoltées dans un autre Etat-membre peuvent, sur demande et sans préjudice des autres dispositions du présent arrêté, être officiellement certifiées comme semences certifiées dans chaque Etat-membre si ces semences ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions fixées à l'annexe I^{re}, pour la catégorie concernée et s'il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions fixées à l'annexe II, pour la même catégorie, ont été respectées.

Lorsque, dans ces cas, les semences ont été produites directement à partir de semences officiellement certifiées de reproduction antérieures aux semences de base, le Service peut autoriser aussi la certification officielle comme semences de base, si les conditions prévues pour cette catégorie ont été respectées.

§ 2. Les semences de légumes qui ont été récoltées dans l'Union européenne et qui sont destinées à être certifiées conformément aux dispositions du § 1 doivent :

1° être emballées et étiquetées à l'aide d'une étiquette officielle remplissant les conditions fixées à l'annexe V, points A et B, conformément aux dispositions de l'article 9, § 1^{er};

2° être accompagnés d'un document officiel remplissant les conditions fixées à l'annexe V, point C.

§ 3. Les semences de légumes qui proviennent directement de semences de base ou de semences certifiées officiellement certifiées soit dans un ou plusieurs Etats-membres, soit dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée, conformément à l'article 16, § 1^{er}, ou qui proviennent directement du croisement de semences de base officiellement certifiées dans un Etat-membre avec des semences de base officiellement certifiées dans un de ces pays tiers, et qui ont été récoltées dans un pays tiers, peuvent, sur demande être officiellement certifiées comme semences certifiées dans chaque Etat-membre dans lequel les semences de base ont été soit produites soit officiellement certifiées, si ces semences ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions prévues dans une décision d'équivalence à l'article 16, § 1^{er} pour la catégorie concernée et s'il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions fixées à l'annexe II, pour la même catégorie, ont été respectées.

Art. 16. § 1^{er}. Les semences de légumes, autres que les semences prébase, récoltées dans un pays non membre de l'Union européenne peuvent être commercialisées si le Conseil a constaté au préalable que ces semences offrent les mêmes garanties quant à leurs caractéristiques et quant aux dispositions prises pour leur examen pour assurer leur identité, pour leur marquage et pour leur contrôle, et sont à cet égard équivalentes aux semences de base, aux semences certifiées ou aux semences standard récoltées à l'intérieur de l'Union européenne et, conformes aux dispositions du présent arrêté.

En outre, les conditions particulières prévues, le cas échéant, par l'Union européenne, doivent être remplies.

§ 2. Les dispositions reprise au § 1^{er} sont également applicables :

1° aux semences prébase, étant entendu que ces semences ne peuvent être commercialisées que si l'équivalence a été constatée pour les semences de base;

2° aux semences récoltées dans tout nouvel Etat-membre, pour la période allant de son adhésion jusqu'à la date à laquelle il doit mettre en vigueur les dispositions législatives, réglementaires ou administratives nécessaires pour se conformer aux dispositions de la Directive 2002/55/CE.

Art. 17. § 1^{er}. Pour surmonter toute difficulté temporaire d'approvisionnement général en semences de base, semences certifiées ou semences standard dans l'Union européenne, ne pouvant être résolue autrement, le Service peut, conformément aux décisions de la Commission européenne, admettre à la commercialisation, pour une période déterminée, sur tout le territoire de l'Union européenne, dans les quantités requises pour résoudre les difficultés d'approvisionnement, des semences d'une catégorie soumise à des exigences moins strictes ou des semences d'une variété ne figurant pas au catalogue commun ou au catalogue national des variétés.

§ 2. Pour une catégorie de semences d'une variété déterminée, l'étiquette officielle ou l'étiquette du fournisseur est celle prévue pour la catégorie correspondante; pour les semences de variétés ne figurant pas aux catalogues mentionnées au § 1^{er}, l'étiquette est de couleur marron.

L'étiquette indique dans tous les cas que les semences en cause sont d'une catégorie satisfaisant à des exigences moins strictes.

Art. 18. Le Ministre peut compléter et modifier les annexes au présent arrêté, conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne.

CHAPITRE III. — *Le contrôle*

Art. 19. Le Service est chargé de l'exécution du contrôle sur la production de semences indigènes. Ce contrôle comprend :

- 1° l'examen de la recevabilité des demandes de contrôle pour les cultures destinées à la production de semences;
- 2° le contrôle des cultures sur pied;
- 3° le contrôle des produits récoltés lors du transport, de la réception, du stockage, de la préparation et du conditionnement;
- 4° l'examen dans les laboratoires;
- 5° le contrôle de l'exécution des fermetures officielles et de l'apposition des étiquettes et certificats officiels, prescrits par les articles 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 17;
- 6° le contrôle des échantillonnages et des examens réalisés sous contrôles officiels tels que prévus à l'article 20.

Le Service est également chargé du contrôle des semences comme indiqué à l'article 3, § 3.

Le contrôle n'implique pour le Service aucune responsabilité spécifique pouvant donner lieu à des dommages-intérêts.

Art. 20. § 1^{er}. Lorsque les examens sous contrôle officiel visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, points 4, *d*) et 5, *d*), sont effectués, les conditions suivantes sont respectées :

- 1° les inspecteurs :
 - a*) possèdent les qualifications techniques nécessaires;
 - b*) ne tirent aucun profit personnel de la pratique des inspections;
 - c*) sont officiellement agréés par le Service, cet agrément comportant soit une prestation de serment soit la signature d'un engagement écrit de se conformer aux règles régissant les examens officiels;
 - d*) effectuent les inspections sous contrôle officiel conformément aux règles applicables aux inspections officielles;
- 2° la culture de semences à inspecter est réalisée à partir de semences qui ont subi un contrôle officiel à posteriori, dont les résultats ont été satisfaisants;
- 3° une proportion des cultures de semences fait l'objet d'une inspection par des inspecteurs officiels. Cette proportion est d'au moins 5%;

4° une partie des échantillons des lots de semences récoltés à partir des cultures de semences est prélevée pour contrôle officiel à posteriori et, le cas échéant, pour contrôle officiel en laboratoire de l'identité et de la pureté variétales;

5° le Service fixe les sanctions applicables lorsque un inspecteur officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°, *c*). Dans ce cas, toute certification des semences examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

§ 2. Au cours de l'examen des semences pour la certification, des échantillons sont prélevés officiellement ou sous contrôle officiel selon des méthodes internationales en usage, ou à défaut selon les méthodes fixées par le Ministre. Toutefois, le prélèvement d'échantillons aux fins de contrôles en application de l'article 22 est effectué officiellement.

Les échantillons sont prélevés sur des lots homogènes. Le poids maximal d'un lot et le poids minimal d'un échantillon sont repris à l'annexe III. Pour l'application des dispositions du présent article, on entend par lot homogène, une quantité de semences constituant une unité et ayant des caractéristiques présumées uniformes.

Les présentes dispositions s'appliquent également lorsque des échantillons de semences standard sont prélevés pour des contrôles à posteriori.

Lorsque le prélèvement de semences est effectué sous contrôle officiel, les conditions suivantes sont respectées :

- 1° l'échantillonnage des semences est effectué par des échantillonneurs agréés à cet effet par le Service dans les conditions prévues aux points 2°, 3° et 4°;
- 2° les échantillonneurs doivent avoir la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés dans les conditions applicables aux échantillonneurs officiels de semences et sanctionnée par des examens officiels;
- 3° les échantillonneurs de semences sont :
 - a*) des personnes physiques indépendantes;
 - b*) des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités n'impliquent par la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences ou la commercialisation de semences, ou
 - c*) des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités impliquent la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences, ou la commercialisation des semences.

Dans le cas visé au point *c*) un échantillonneur ne peut prélever des échantillons que sur des lots de semences produits au nom de son employeur, sauf dispositions contraires convenues entre son employeur, le demandeur d'une certification et le Service;

4° le travail des échantillonneurs de semences est soumis à un contrôle approprié exercé par le Service. En cas d'échantillonnage automatique, il y a lieu d'appliquer les procédures appropriées, lesquelles font l'objet d'un contrôle officiel;

5° aux fins du contrôle visé au point 4°, une proportion des lots de semences présentés en vue de la certification officielle fait l'objet d'un essai de contrôle par des échantillonneurs de semences officiels. Cette proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Cette proportion est de 5 % au moins. Ces essais de contrôle ne s'appliquent pas à l'échantillonnage automatique.

Le Service compare les échantillons de semences prélevés officiellement avec ceux du même lot de semences prélevé sous contrôle officiel;

6° le Service fixe les sanctions applicables lorsque un échantillonneur officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°. Dans ce cas, toute certification des cultures examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

7° conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut prendre d'autres mesures applicables à la pratique des échantillonnages de semences sous contrôle officiel.

§ 3. Les examens officiels de semences ou les examens sous contrôle officiel visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, points 4, d), et 5, d) sont effectués selon les méthodes internationales en usage ou, à défaut de celles-ci, selon les méthodes fixées par le Ministre.

Nonobstant pour les semences de légumes, l'analyse de pureté mécanique et du pouvoir germinatif prévue au § 1 est uniquement réalisée si un doute existe en la matière.

Les examens de semences sous contrôle officiel doivent répondre aux conditions suivantes :

1° ils doivent être effectués par des laboratoires d'examens de semences qui ont été agréés à cet effet par le Service dans les conditions prévues aux points 2° à 4°;

2° le laboratoire chargé des examens de semences doit disposer d'un analyste de semences en chef assumant la responsabilité directe des opérations techniques du laboratoire et possédant les qualifications requises pour la gestion technique d'un laboratoire d'examen de semences.

Les analystes de semences du laboratoire doivent avoir la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés dans les conditions applicables aux analystes officiels de semences et sanctionnée par des examens officiels.

Le laboratoire doit être installé dans des locaux et doté d'un équipement officiellement considérés par le Service comme satisfaisants aux fins de l'essai des semences, dans le champ d'application de l'autorisation;

3° le laboratoire chargé des examens de semences est :

- a) un laboratoire indépendant, ou
- b) un laboratoire appartenant à une entreprise semencière.

Dans le cas visé au point b), le laboratoire ne peut effectuer des examens de semences que sur des lots de semences produits au nom de l'entreprise semencière à laquelle il appartient, sauf dispositions contraires convenues entre l'entreprise semencière à laquelle il appartient, le demandeur de la certification et l'autorité de certification des semences;

4° les activités d'examen des semences du laboratoire sont soumises à un contrôle approprié du Service;

5° aux fins du contrôle visé au point 4°, une proportion déterminée des lots de semences présentés en vue de la certification officielle fait l'objet d'un examen de contrôle sous forme d'un examen officiel des semences. Cette proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification, et entre les espèces présentées, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Cette proportion est de 5 % au moins;

6° le Service fixe les sanctions applicables lorsque un laboratoire d'examens de semences officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au point 1°. Dans ce cas, toute certification des semences examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

Art. 21. Le Ministre établit dans un règlement de contrôle et de certification des semences de légumes et de chicorées industrielles :

1° les procédures et les définitions concernant le contrôle visé à l'article 19;

2° les conditions auxquelles les personnes physiques ou morales doivent satisfaire pour être habilitées à introduire une demande pour des cultures destinées à la production des semences et à soumettre des produits récoltés aux contrôles cités en l'article 19.

Art. 22. Des contrôles officiels sont effectués au moyen des échantillons pris par sondage, au cours de la commercialisation, afin de vérifier la conformité des semences de légumes et de chicorée industrielle conformément à la réglementation européenne.

Les examens officiels de semences sont effectués selon les méthodes internationales en usage ou, à défaut de celles-ci, selon les méthodes fixées par le Ministre.

Les échantillons sont prélevés sur des lots homogènes, le poids maximal d'un lot est indiqué à l'annexe III.

Pour l'application des dispositions du présent article, on entend par lots homogènes, une quantité de semences constituant une unité et ayant des caractéristiques présumées uniformes.

Art. 23. Sans préjudice de la libre circulation des semences à l'intérieur de l'Union européenne, le Ministre prend toutes les mesures nécessaires afin que les indications suivantes lui soient fournies lors de la commercialisation, en quantités supérieures à 2 kg, de semences importées de pays tiers :

- 1° l'espèce;
- 2° la variété;
- 3° la catégorie;
- 4° le pays de production et le service de contrôle officiel;
- 5° le pays d'exportation;
- 6° l'importateur;
- 7° la quantité de semences.

Art. 24. § 1^{er}. Pour tenir compte de l'évolution de la situation dans les domaines suivants, selon les prescriptions de l'Union européenne, le Ministre peut fixer des conditions particulières :

1° dans lesquelles les semences traitées chimiquement peuvent être commercialisées;

2° dans lesquelles les semences peuvent être commercialisées en ce qui concerne la conservation in situ et l'utilisation durable des ressources génétiques des plantes, y compris les mélanges de semences d'espèces qui contiennent aussi des espèces énumérées à l'article 1^{er} de la Directive 2002/53/CE qui sont associées à des habitats naturels et semi-naturels spécifiques et sont menacées d'érosion génétique;

3° dans lesquelles les semences adaptées à la culture biologique peuvent être commercialisées.

§ 2. Les conditions particulières visées au § 1^{er}, point 2° comprennent les points suivants :

1° les semences de ces espèces sont d'une provenance connue et approuvée par le Service pour la commercialisation des semences dans des zones définies;

2° des restrictions quantitatives appropriées.

Art. 25. Les poids minima mentionnés à l'annexe III, 2, du présent arrêté ne sont pas applicables aux prélèvements d'échantillons qui sont effectués exclusivement en vue du contrôle par sondage de la faculté germinative des semences qui sont commercialisées.

Art. 26. Sauf possibilité de dispense, sont responsables que les semences de légumes et les semences de chicorée industrielle soient conformes aux dispositions du présent arrêté :

1° s'il s'agit d'une étiquette prévue à l'annexe IV, A :

a) la personne pour le compte de laquelle le service de certification a effectué la première fermeture officielle ou l'importateur, si cette étiquette porte le nom d'un service de certification étranger; si toutefois les emballages ont subi à l'intérieur du pays une nouvelle fermeture officielle;

b) la personne pour le compte de laquelle la dernière fermeture officielle a été effectuée, est responsable pour ce qui concerne la faculté germinative;

2° s'il s'agit d'une étiquette prévue à l'annexe IV, B, la personne dont le nom figure sur l'étiquette ou l'importateur si cette étiquette porte le nom d'un fournisseur étranger;

3° le propriétaire ou le détenteur, dans les autres cas.

La responsabilité des personnes mentionnées aux points 1° et 2°, est toutefois dégagée lorsque les emballages ont été ouverts, autrement que pour subir une nouvelle fermeture officielle ou lorsqu'il est établi, après enquête, que par faute de l'acheteur-détenteur, le produit ne se trouve plus dans un état normal de bonne conservation ou a perdu sa faculté germinative initiale.

Art. 27. Le délai, pendant lequel les agents de l'autorité visés l'article 6 de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, peuvent par mesure administrative saisir provisoirement, en vertu de l'article 13 de cette loi, les produits réglementés par le présent arrêté, est fixé à trois mois.

Art. 28. Les factures, contrats, catalogues, circulaires, offres de vente et autres documents analogues doivent porter les indications prescrites, selon le cas, à l'annexe IV, A, a) 5, 6 et 7, ou à l'annexe IV, B, a), 4, 5 et 6.

Art. 29. Les préparateurs, importateurs et vendeurs doivent conserver la facture d'achat, une copie de la facture de vente et les documents de transport pendant trois ans à partir du 1^{er} janvier qui suit leur date, afin de pouvoir les soumettre, à leur demande et sans déplacement, aux agents chargés de contrôler l'application du présent arrêté.

Art. 30. § 1^{er}. S'il a été constaté à plusieurs reprises, lors de contrôles a posteriori effectués en culture, que les semences d'une variété n'ont pas répondu suffisamment aux conditions prévues pour l'identité ou la pureté variétales, le Service peut interdire la commercialisation de ces semences au responsable de leur commercialisation de manière totale, partielle ou pour une période déterminée.

§ 2. Les mesures prises en application du § 1^{er} sont annulées dès qu'il est établi avec suffisamment de certitude que les semences destinées à la commercialisation répondront à l'avenir aux conditions prévues concernant l'identité et la pureté variétales.

Art. 31. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage. Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 7 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 10 de la dite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministre de la Région wallonne et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 32. L'arrêté royal du 2 mai 2001 portant réglementation du commerce et du contrôle des semences de légumes et de chicorée industrielle est abrogé.

Art. 33. L'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 établissant un règlement de contrôle et de certification des semences de légumes et de chicorée industrielle, reste d'application jusqu'à ce qu'il soit explicitement remplacé.

Art. 34. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 35. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE I^{re}

Conditions pour la certification quant à la culture

1. La culture possède suffisamment d'identité et de pureté variétales.
2. Pour les semences de base, il est procédé à au moins une inspection officielle sur pied. Pour les semences certifiées, il est procédé à au moins une inspection sur pied contrôlée officiellement par sondages sur au moins 20 % des cultures de chaque espèce.
3. L'état cultural du champ de production et l'état de développement de la culture permettent un contrôle suffisant de l'identité et de la pureté variétales ainsi que de l'état sanitaire.
4. Les distances minimales par rapport à des cultures voisines pouvant entraîner une pollinisation étrangère indésirable sont les suivantes :

A. <i>Beta vulgaris</i>	
1. Par rapport à toute source pollinique du genre <i>Beta</i> non incluse ci-dessous	1000 mètres
2. Par rapport à des sources de pollen de variétés de la même sous-espèce appartenant au même groupe de variétés :	
a) pour les semences de base	1000 mètres
b) pour les semences certifiées	600 mètres
3. par rapport à des sources de pollen de variétés de la même sous-espèce appartenant au même groupe de variétés :	
a) pour les semences de base	600 mètres
b) pour les semences certifiées	300 mètres
B. <i>Espèces de Brassica</i>	
1. Par rapport à des sources de pollen étranger susceptible de provoquer une détérioration sérieuse dans les variétés des espèces de <i>Brassica</i> :	
a) pour les semences de base	1000 mètres
b) pour les semences certifiées	600 mètres
Par rapport à d'autres sources de pollen étranger susceptible de se croiser avec des variétés des espèces de <i>Brassica</i> :	
a) pour les semences de base	500 mètres
b) pour les semences certifiées	300 mètres
C. <i>Chicorée industrielle</i>	
1. Par rapport à d'autres espèces de mêmes genres ou sous-espèces	1000 mètres
2. Par rapport à d'autres variétés de chicorée industrielle :	
a) pour les semences de base	600 mètres
b) pour les semences certifiées	300 mètres
D. <i>Autres espèces</i>	
1. Par rapport à des sources de pollen étranger susceptible de provoquer une détérioration sérieuse dans les variétés d'autres espèces résultant de la pollinisation croisée :	
a) pour les semences de base	500 mètres
b) pour les semences certifiées	300 mètres
2. Par rapport à d'autres sources de pollen étranger susceptible de se croiser avec des variétés d'autres espèces résultant de la pollinisation croisée :	
a) pour les semences de base	300 mètres
b) pour les semences certifiées	100 mètres
Ces distances peuvent ne pas être respectées lorsqu'il existe une protection suffisante contre toute pollinisation étrangère	

5. La présence de maladies et d'organismes nuisibles, réduisant la valeur d'utilisation des semences, n'est tolérée que dans la limite la plus faible possible.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes et des semences de chicorée industrielle.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE II

CONDITIONS AUXQUELLES DOIVENT SATISFAIRE LES SEMENCES

1. Les semences possèdent suffisamment d'identité et de pureté variétales.
2. La présence de maladies et d'organismes nuisibles réduisant la valeur d'utilisation des semences n'est tolérée que dans la limite la plus faible possible.
3. Les semences répondent, en outre, aux conditions suivantes :
 - a) Normes

Espèces	Pureté minimale spécifique (% du poids)	Teneur maximale en graines d'autres espèces de plantes (% du poids)	Faculté germinative minimale (% des semences pures ou des glomérules)
<i>Allium cepa</i>	97	0,5	70
<i>Allium porrum</i>	97	0,5	65
<i>Anthriscus cerefolium</i>	96	1	70
<i>Apium graveolens</i>	97	1	70
<i>Asparagus officinalis</i>	96	0,5	70
<i>Beta vulgaris</i> (Cheltenham beet)	97	0,5	50 (glomérules)
<i>Beta vulgaris</i> (autre que Cheltenham beet)	97	0,5	70 (glomérules)
<i>Brassica oleracea</i> (chou fleur)	97	1	70
<i>Brassica oleracea</i> (autres sous-espèces)	97	1	75
<i>Brassica pekinensis</i>	97	1	75
<i>Brassica rapa</i>	97	1	80
<i>Caspium anuum</i>	97	0,5	65
<i>Cichorium intybus</i> (partim) [chicorée witloof (endive) chicorée à larges feuilles (chicorée italienne)]	95	1,5	65
<i>Cichorium intybus</i> (partim) (chicorée industrielle)	97	1	80
<i>Cichorium endivia</i>	95	1	65
<i>Citrullus lanatus</i>	98	0,1	75
<i>Cucumis melo</i>	98	0,1	75
<i>Cucumis sativus</i>	98	0,1	80
<i>Cucurbita maxima</i>	98	0,1	80
<i>Cucurbita pepo</i>	98	0,1	75
<i>Cynara cardunculus</i>	96	0,5	65
<i>Daucus carota</i>	95	1	65
<i>Foeniculum vulgare</i>	96	1	70
<i>Lactuca sativa</i>	95	0,5	75
<i>Lycopersicon lycopersicum</i>	97	0,5	75
<i>Petroselinum crispum</i>	97	1	65
<i>Phaseolus coccineus</i>	98	0,1	80
<i>Phaseolus vulgaris</i>	98	0,1	75
<i>Pisum sativum</i>	98	0,1	80
<i>Raphanus sativus</i>	97	1	70
<i>Scorzonera hispanica</i>	95	1	70
<i>Solanum melongena</i>	96	0,5	65
<i>Spinacia oleracea</i>	97	1	75
<i>Valerianella locusta</i>	95	1	65
<i>Vicia faba</i>	98	0,1	80

b) Exigences supplémentaires

1. les semences de légumineuse ne doivent pas être contaminées par les insectes vivants ci-après :

Acanthoscelides obtectus Sag.

Bruchus affinis Froel.

Bruchus atomarius L;

Bruchus pisorum L.

Bruchus rufimanus Boh.

2. les semences ne doivent pas être contaminées par des *Acarina* vivants.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes et des semences de chicorée industrielle.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ANNEXE III

POIDS DES LOTS ET DES ECHANTILLONS

1. Poids maximal d'un lot de semences :	
a) semences de <i>Phaseolus vulgaris</i> , <i>Pisum sativum</i> et <i>Vicia faba</i>	25 tonnes
b) semences de dimension égale ou supérieure à celles des grains de blé, autres que <i>Phaseolus vulgaris</i> , <i>Pisum sativum</i> et <i>Vicia faba</i>	20 tonnes
c) semences de dimension inférieure à celle des grains de blé	10 tonnes
Le poids maximal d'un lot ne peut être dépassé de plus de 5 %	
2. Poids minimal d'un échantillon	
Espèce	Poids (en g)
<i>Allium cepa</i>	25
<i>Allium porrum</i>	20
<i>Anthriscus cerefolium</i>	20
<i>Apium graveolens</i>	5
<i>Asparagus officinalis</i>	100
<i>Beta vulgaris</i>	100
<i>Brassica oleracea</i>	25
<i>Brassica pekinensis</i>	20
<i>Brassica rapa</i>	20
<i>Caspium anuum</i>	40
<i>Cichorium intybus</i> (partim) [chicorée witloof (endive) chicorée à larges feuilles (chicorée italienne)]	15
<i>Cichorium intybus</i> (partim) (chicorée industrielle)	50
<i>Cichorium endivia</i>	15
<i>Citrullus lanatus</i>	250
<i>Cucumis melo</i>	100
<i>Cucumis sativus</i>	25
<i>Cucurbita maxima</i>	250
<i>Cucurbita pepo</i>	150
<i>Cynara cardunculus</i>	50
<i>Daucus carota</i>	10
<i>Foeniculum vulgare</i>	25
<i>Lactuca sativa</i>	10
<i>Lycopersicon lycopersicum</i>	20
<i>Petroselinum crispum</i>	10
<i>Phaseolus coccineus</i>	1 000
<i>Phaseolus vulgaris</i>	700
<i>Pisum sativum</i>	500
<i>Raphanus sativus</i>	50
<i>Scorzonera hispanica</i>	30
<i>Solanum melongena</i>	20
<i>Spinacia oleracea</i>	75
<i>Valerianella locusta</i>	20
<i>Vicia faba</i>	1 000

Pour les variétés hybrides F-1 des espèces précitées, le poids minimal de l'échantillon peut être réduit jusqu'à un quart du poids fixé. Toutefois, l'échantillon doit au moins avoir un poids de 5 g et comprendre au moins 400 graines.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes et des semences de chicorée industrielle.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE IV

ETIQUETTE

A. Etiquettes officielles (semences de base et semences certifiées, à l'exclusion des petits emballages)*I. Indications prescrites :*

1. « Règles et normes CE ».
2. Service de certification et Etat membre ou leur sigle.
3. Mois et année de la fermeture exprimés par la mention : « fermé..... (mois et année) »; ou - Mois et année du dernier prélèvement officiel d'échantillons en vue de la certification, exprimés par la mention « échantillonné..... (mois et année) ».
4. Numéro de référence du lot.
5. Espèce, indiquée au moins en caractères latins, sous sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme admissée et sans les noms des auteurs, ou sous son nom commun ou sous les deux.
6. Variété, indiquée au moins en caractères latins.
7. Catégorie.
8. Pays de production.
9. Poids net ou brut déclaré, ou nombre déclaré de graines pures.
10. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total.
11. Dans le cas de variétés qui sont des hybrides ou des lignées inbred :
 - pour les semences de base, pour lesquelles l'hybride ou la lignée inbred à laquelle appartiennent les semences a été officiellement admis aux termes du présent arrêté : le nom de ce composant, sous lequel il a été officiellement admis avec ou sans référence à la variété finale, accompagné, dans le cas des hybrides ou lignées inbred destinés uniquement à servir de composants pour des variétés finales, du mot « composant »,
 - pour les autres semences de base : le nom du composant auquel appartiennent les semences de base, qui peut être indiqué sous forme de code, accompagné d'une référence à la variété finale, avec ou sans référence à sa fonction (mâle ou femelle) et accompagné du mot « composant »,
 - pour les semences certifiées : le nom de la variété à laquelle appartiennent les semences de base accompagné du mot « hybride ».
12. Dans le cas où la germination a été réanalysée, les mots « réanalysée(mois et année) » peuvent être indiqués.

II. Dimensions minimales :

110 mm x 67 mm.

B. Etiquette du fournisseur ou inscription sur l'emballage (semences standard et petits emballages de la catégorie « semences certifiées »)*I. Indications prescrites :*

1. « Règles et normes CE »;
2. Nom et adresse du responsable de l'apposition des étiquettes ou sa marque d'identification;
3. Campagne de la fermeture ou du dernier examen de la faculté germinative. La fin de cette campagne peut être indiquée;
4. Espèce indiquée au moins en caractères latins;
5. Variété indiquée au moins en caractères latins;
6. Catégorie pour les petits emballages; les semences certifiées peuvent être marquées des lettres « C » ou « Z » et les semences standard peuvent être marquées des lettres « ST ».
7. Numéro de référence donné par le responsable de l'apposition des étiquettes - pour les semences standard;
8. Numéro de référence permettant d'identifier le lot certifié - pour les semences certifiées;
9. Poids net ou brut déclaré ou nombre déclaré de graines pures à l'exception des petits emballages jusqu'à 500 grammes;
10. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total.

II. Dimensions minimales de l'étiquette (à l'exclusion des petits emballages)

110 mm x 67 mm.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes et des semences de chicorée industrielle.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE V

ETIQUETTE ET DOCUMENT PREVUS DANS LE CAS DE SEMENCES NON-CERTIFIEES DEFINITIVEMENT
DANS UN AUTRE ETAT MEMBRE

A. Indications à apporter sur l'étiquette

- Autorité responsable de l'inspection sur pied et Etat membre ou leurs sigles.
- Espèce, indiquée au moins en caractères latins, sous sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, ou sous son nom commun ou sous les deux.
- Variété, indiquée au moins en caractères latins.
- Catégorie.
- Numéro de référence du champ ou du lot.
- Poids net ou brut déclaré.
- Les mots « semences non certifiées définitivement ».

B. Couleur de l'étiquette :

L'étiquette est de couleur grise.

C. Indication devant figurer dans le document :

- Autorité délivrant le document.
- Espèce, indiquée au moins en caractères latins, sous sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, ou sous son nom commun ou sous les deux.
- Variété, indiquée au moins en caractères latins.
- Catégorie.
- Numéro de référence des semences employées et nom du ou des pays ayant procédé à leur certification.
- Numéro de référence du champ ou du lot.
- Surface cultivée pour la production du lot couvert par le document.
- Quantité de semences récoltées et nombre d'emballages
- Nombre de générations après les semences de base, dans le cas de semences certifiées.
- Attestation qu'ont été remplies les conditions auxquelles doit satisfaire la culture dont les semences proviennent.
- Le cas échéant, résultats d'une analyse préliminaire des semences.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes et des semences de chicorée industrielle.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 1000

[C - 2006/27043]

**9. FEBRUAR 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut und mit Saatgut von Wurzelichorie**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, abgeändert durch die Gesetze vom 21. Dezember 1998 und vom 5. Februar 1999;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. Mai 2001 zur Regelung des Handels und der Kontrolle des Gemüsesaatguts und des Saatguts von Wurzelichorie;

Aufgrund der Richtlinie 2002/55/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Gemüsesaatgut;

Aufgrund der Richtlinie 2004/117/EG des Rates vom 22. Dezember 2004 zur Änderung der Richtlinien 66/401/EWG, 66/402/EWG, 2002/54/EG, 2002/55/EG und 2002/57/EG hinsichtlich der amtlich überwachten Prüfungen und der Gleichstellung von in Drittländern erzeugtem Saatgut;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

In Erwägung der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten;

In Erwägung der Entscheidung der Kommission 2004/842/EG vom 1. Dezember 2004 über Durchführungsbestimmungen, nach denen die Mitgliedstaaten das Inverkehrbringen von Saatgut der Sorten genehmigen können, für die die Aufnahme in den einzelstaatlichen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten oder für Gemüsearten beantragt wurde;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 16. Januar 2006;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Bestimmungen der Richtlinie 2002/55/EG, abgeändert durch die vorgenannte Richtlinie 2004/117/EG, umzusetzen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - § 1. Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Inverkehrbringen: der Verkauf, der Besitz im Hinblick auf den Verkauf, das Anbieten zum Verkauf und jede Überlassung, Lieferung oder Übertragung von Saatgut an Dritte, entgeltlich oder unentgeltlich, zum Zwecke der kommerziellen Nutzung.

Nicht als Inverkehrbringen gilt der Handel mit Saatgut, der nicht auf die kommerzielle Nutzung der Sorte abzielt, wie z. B. die nachstehenden Vorgänge:

a) die Lieferung von Saatgut an amtliche Prüf- und Kontrollstellen;

b) die Lieferung von Saatgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Vorbereitung oder Verpackung, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Saatgut erwirbt.

Nicht als Inverkehrbringen gilt die an bestimmte Bedingungen geknüpfte Lieferung von Saatgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Erzeugung bestimmter landwirtschaftlicher Rohstoffe zu gewerblichen Zwecken oder zur Saatgutvermehrung zu diesem Zweck, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Saatgut oder das Erntegut erwirbt. Der Lieferant des Saatguts legt der Dienststelle eine Kopie der betreffenden Teile des Vertrags mit dem Dienstleistungserbringer vor; hierzu gehören Angaben darüber, welchen Normen und Bedingungen das gelieferte Saatgut derzeit entspricht.

Die Bedingungen für die Durchführung dieser Bestimmungen werden durch den Minister nach dem in den Beschlüssen der Europäischen Union festgelegten Verfahren festgelegt.

b) Gemüse: Pflanzen der folgenden Arten, die zur landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Erzeugung dienen:

<i>Allium cepa</i> L.	Zwiebel
<i>Allium porrum</i> L.	Porree
<i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm.	Kerbel
<i>Apium graveolens</i> L.	Sellerie
<i>Asparagus officinalis</i> L.	Spargel
<i>Beta vulgaris</i> L. var. <i>vulgaris</i>	Mangold
<i>Beta vulgaris</i> L. var. <i>conditiva</i> Alef.	rote Rübe
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>acephala</i> (DC) Alef. var. <i>sabellica</i> L.	Grünkohl
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>botrytis</i> L.	Blumenkohl
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>cymosa</i> Duch.	Brokkoli
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>oleracea</i> var. <i>gemmifera</i> DC.	Rosenkohl
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L.) Alef. var. <i>sabauda</i> L.	Wirsingkohl
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L.) Alef. var. <i>alba</i> DC.	Weißkohl
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L.) Alef. var. <i>rubra</i> DC.	Rotkohl
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>acephala</i> (DC.) Alef. var. <i>gongylodes</i> L.	Kohlrübe
<i>Brassica pekinensis</i> (Lour.) Rupr.	Chinakohl
<i>Brassica rapa</i> L. var. <i>rapa</i>	Mairübe, Herbstrübe
<i>Capsicum annuum</i> L.	Paprika
<i>Cichorium endivia</i> L.	Krause Winterendivie, Breitblättrige Endivie
<i>Cichorium intybus</i> L. (partim)	Witloof (Endivie), Blattzichorie (italienische Zichorie), Wurzelzichorie
<i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum. und Nakai	Wassermelone
<i>Cucumis melo</i> L.	Melone
<i>Cucumis sativus</i> L.	Gurke, Gewürzgurke
<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne	Riesenkürbis
<i>Cucurbita pepo</i> L.	Gartenspeisekürbis
<i>Cynara cardunculus</i> L.	Kardon
<i>Daucus carota</i> L.	Möhre
<i>Foeniculum vulgare</i> Miller	Fenchel

<i>Lactuca sativa</i> L.	Salat
<i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw.	Tomate
<i>Petroselinum crispum</i> (Miller) Nyman ex A.W. Hill	Petersilie
<i>Phaseolus coccineus</i> L.	Feuerbohne
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	Bohne
<i>Pisum sativum</i> L. (partim)	Erbsen, mit Ausnahme der Futtererbsen
<i>Raphanus sativus</i> L.	Radieschen
<i>Scorzonera hispanica</i> L.	Schwarzwurzel
<i>Solanum melongena</i> L.	Aubergine
<i>Spinacia oleracea</i> L.	Spinat
<i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.	Feldsalat
<i>Vicia faba</i> L. (I)	Saubohnen

3° Vorstufensaatgut: Zuchtsaatgut der dem Basissaatgut vorhergehenden Generationen, das von einer zuständigen Anerkennungsstelle gemäß den für die Anerkennung von Basissaatgut geltenden Bestimmungen amtlich kontrolliert und genehmigt worden ist.

4° Basissaatgut: Samen:

a) der unter der Verantwortung des Züchters nach den Regeln systematischer Erhaltungszüchtung im Hinblick auf die Sorte gewonnen worden ist, ggf. ab Vorstufensaatgut;

b) der zur Erzeugung von Saatgut der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut» bestimmt ist;

c) der vorbehaltlich von Artikel 4 die Voraussetzungen der Anlagen I und II für Basissaatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anlage II - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

5° Zertifiziertes Saatgut: Samen:

a) der unmittelbar von Basissaatgut oder auf Anfrage des Saatzüchters von Vorstufensaatgut stammt;

b) der zur Erzeugung von Gemüse bestimmt ist;

c) der vorbehaltlich von Artikel 4 die Voraussetzungen der Anlagen I und II für zertifiziertes Saatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind, und

e) der einer stichprobenweisen amtlichen Nachkontrolle hinsichtlich seiner Sortenechtheit und Sortenreinheit unterworfen ist.

6° Standardsaatgut: Samen:

a) der ausreichend sortenecht und sortenrein ist;

b) der zur Erzeugung von Gemüse bestimmt ist;

c) der die Voraussetzungen der Anlage II erfüllt und

d) der einer stichprobenweisen amtlichen Nachkontrolle hinsichtlich seiner Sortenechtheit und Sortenreinheit unterworfen ist.

7° Amtliche Maßnahmen: Maßnahmen, ausgehend von oder durchgeführt durch:

a) die Behörden eines Mitgliedstaates oder

b) unter der Verantwortung eines Staates durch juristische Personen des öffentlichen oder privaten Rechts oder

c) bei Hilfstätigkeiten, vereidigte natürliche Personen unter der Überwachung eines Staates,

unter der Voraussetzung, dass die unter den Buchstaben b) und c) genannten Personen an dem Ergebnis dieser Maßnahmen kein Gewinninteresse haben.

8° Kleinpackungen EG: Packungen bis zu einem Nettogewicht des Saatguts von:

a) 5 kg für Hülsenfrüchte;

b) 500 g für Zwiebeln, Kerbel, Spargel, Mangold, Rote Rüben, Mai- und Herbstrüben, Wassermelone, Riesen Kürbis, Gartenspeisekürbis, Möhren, Radieschen, Schwarzwurzeln, Spinat und Feldsalat;

c) 100 g für alle übrigen Gemüsearten;

9° Drittland: Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist;

10° Gemeinsamer Sortenkatalog: der gemeinsame Katalog aller Sorten, deren Saatgut nach Artikel 16 und 17 der Richtlinie 2002/55/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Gemüsesaatgut keiner Verkehrsbeschränkung hinsichtlich der Sorte unterliegt;

11° Nationale Kataloge: die nationalen Kataloge der der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten;

12° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

13° Dienststelle: die Direktion der Qualität der Erzeugnisse der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.

§ 2. Gemäß den Beschlüssen der Europäischen Union darf der Minister die in § 1, Punkt 2° erwähnte Liste der Arten abändern.

§ 3. Die jeweiligen Sortentypen einschließlich der Komponenten, die für die Kontrolle nach dem vorliegenden Erlass in Frage kommen, können durch den Minister in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Europäischen Union besonders beschrieben und festgelegt werden.

Art. 2 - § 1. Der vorliegende Erlass gilt für die kommerzielle Erzeugung und das Inverkehrbringen von Gemüsesaatgut in der Europäischen Union, das für die landwirtschaftliche oder gartenbauliche Erzeugung, Zierzwecke ausgenommen, bestimmt ist. Er gilt nicht für Gemüsesaatgut, das zur Ausfuhr nach dritten Ländern bestimmt ist, unter der Bedingung, dass die Bestimmung nachgewiesen werden kann und dass es diesbezüglich identifiziert ist.

§ 2. Der vorliegende Erlass wird unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten in Sachen Pflanzenschutz und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. August 2005 über die Bekämpfung von Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Stoffe schädlich sind, gefasst.

KAPITEL II — *Die Anerkennung und das Inverkehrbringen*

Art. 3 - § 1. Das Saatgut von Wurzelzichorie darf nur dann in Verkehr gebracht werden:

- 1° wenn es amtlich als «Vorstufensaatgut», «Basissaatgut» oder «Zertifiziertes Saatgut» anerkannt worden ist;
- 2° wenn es die in der Anlage II zum vorliegenden Erlass vorgesehenen Anforderungen erfüllt; und
- 3° wenn es einer Sorte angehört, die in den nationalen Katalogen oder im gemeinsamen Katalog angeführt ist.

§ 2. Das Gemüsesaatgut mit Ausnahme des Saatguts von Wurzelzichorie darf nur dann in Verkehr gebracht werden:

- 1° wenn es amtlich als «Vorstufensaatgut», «Basissaatgut» oder «Zertifiziertes Saatgut» anerkannt worden ist oder wenn es der Kategorie «Standardsaatgut» angehört;
- 2° wenn es die in der Anlage II zum vorliegenden Erlass vorgesehenen Anforderungen erfüllt und
- 3° wenn es einer Sorte angehört, die in den nationalen Katalogen oder im gemeinsamen Katalog angeführt ist.

§ 3. Ungeachtet von § 1, Punkt 1° und von § 2, Punkt 1° ist das Inverkehrbringen von nicht aufbereitetem Saatgut im Hinblick auf deren Aufbereitung erlaubt, sofern die Identität dieses Saatguts amtlich gewährleistet ist.

Art. 4 - § 1. Abweichend von den in Artikel 3, § 1, Punkt 2° und § 2, Punkt 2° aufgeführten Bestimmungen kann Vorstufensaatgut und Basissaatgut, das die Anforderungen der Anlage II an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, amtlich anerkannt und in den Verkehr gebracht werden, unter der Bedingung, dass der Lieferant eine bestimmte Keimfähigkeit gewährleistet, die er beim Inverkehrbringen auf einem besonderen Etikett angibt, das seinen Namen, seine Anschrift und die Bezugsnummer der Partie enthält.

§ 2. Abweichend von den in Artikel 3, § 1, Punkt 2° und § 2, Punkt 2° aufgeführten Bestimmungen und im Interesse einer schnellen Versorgung mit Saatgut kann Basissaatgut und zertifiziertes Saatgut, bei dem die amtliche Prüfung in Bezug auf die Kontrolle der Einhaltung der Anforderungen der Anlage II an die Keimfähigkeit nicht abgeschlossen ist, amtlich anerkannt und in den Verkehr gebracht werden. Die Anerkennung erfolgt nur gegen Vorlage einer vorläufigen Analyse des Saatguts und gegen Angabe von Namen und Anschrift des ersten Empfängers.

Der Lieferant muss die sich aus der vorläufigen Analyse ergebende Keimfähigkeit gewährleisten. Er gibt diese Keimfähigkeit beim Inverkehrbringen auf einem besonderen Etikett an, das seinen Namen, seine Anschrift und die Bezugsnummer der Partie enthält.

§ 3. Mit Ausnahme der in Artikel 15 vorgesehenen Fälle der Vermehrung außerhalb der Europäischen Union gelten die Bestimmungen von § 1 und § 2 nicht für aus Drittländern eingeführtes Saatgut.

Art. 5 - § 1. In Abweichung von Art. 3, § 1, Punkt 1° und § 2, Punkt 1° wird den auf dem Gebiet der Wallonischen Region angesiedelten Erzeugern erlaubt, kleine Mengen Saatgut für wissenschaftliche Zwecke oder für Zuchtvorhaben in Verkehr zu bringen.

§ 2. In Abweichung von den Bestimmungen von Art. 3, § 1 und § 2 kann die Dienststelle den auf dem Gebiet der Wallonischen Region angesiedelten Erzeugern erlauben, Saatgut in Verkehr zu bringen, sofern das Saatgut einer Sorte zugehört, für die in mindestens einem Mitgliedstaat ein Antrag auf Aufnahme in die nationalen Sortenkataloge gestellt wurde und für das spezifische technische Informationen vorgelegt wurden. Die Bestimmungen der Entscheidung der Kommission 2004/842/EG vom 1. Dezember 2004 über Durchführungsbestimmungen, nach denen die Mitgliedstaaten das Inverkehrbringen von Saatgut der Sorten genehmigen können, für die die Aufnahme in die nationalen Sortenkataloge für landwirtschaftliche Pflanzenarten oder für Gemüsearten beantragt wurde, können zu diesem Zweck zur Anwendung kommen.

Art. 6 - Aus begründeten wirtschaftlichen Gründen kann der Minister für die einheimische Produktion im Rahmen der Zertifizierung des Vorstufenbsaatguts, des Basissaatguts und des sonstigen zertifizierten Saatguts zusätzliche Bedingungen oder Bedingungen festlegen, die strenger sind als jene, die in Anlagen I und II angeführt werden.

Art. 7 - Die ggf. erforderliche Beschreibung für die Zertifizierung der genealogischen Bestandteile wird auf Antrag der Person, die diese Zertifizierung erhält, geheim gehalten.

Art. 8 - § 1. Vorstufensaatgut, Basissaatgut, zertifiziertes Saatgut und Standardsaatgut dürfen nur in ausreichend homogenen Partien und in geschlossenen Packungen, die nach den Bestimmungen von Artikeln 9 und 10 mit einem Verschluss versehen und gekennzeichnet sind, in den Verkehr gebracht werden.

§ 2. Der Minister kann Abweichungen von den Bestimmungen von § 1 für den Verkehr mit Kleinmengen an Letztverbraucher hinsichtlich der Verpackung, des Verschlusses sowie der Kennzeichnung vorsehen.

§ 3. Abweichend von den Bestimmungen von Absatz 1 kann der Minister den wallonischen Erzeugern gestatten, Kleinpackungen mit Mischungen von Standardsaatgut mehrere Sorten der gleichen Art in den Verkehr zu bringen. In diesem Fall werden die Sorten sowie die Regeln über die Höchstgröße der Kleinpackungen und die Etikettierungsanforderungen nach dem in den Beschlüssen der Europäischen Union festgelegten Verfahren festgelegt

Art. 9 - § 1. Packungen mit Vorstufensaatgut, mit Basissaatgut, mit zertifiziertem Saatgut, mit Ausnahme der Kleinpackungen EG mit zertifiziertem Saatgut, müssen amtlich oder unter amtlicher Überwachung so verschlossen werden, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder dass das in den Artikeln 10, § 1 vorgesehene amtliche Etikett oder die Verpackung Spuren einer Manipulation zeigen.

Zur Sicherung der Verschließung schließt das Verschlusssystem mindestens entweder die Einbeziehung des amtlichen Etiketts in das System oder die Anbringung einer amtlichen Verschlusssicherung ein.

Die Maßnahmen nach Absatz 2 sind entbehrlich bei Verwendung eines nicht wiederverwendbaren Verschlusssystems.

§ 2. Wenn es sich um die amtlich verschlossenen Packungen handelt, darf eine ein- oder mehrmalige Wiederverschließung nur amtlich oder unter amtlicher Überwachung vorgenommen werden. In diesem Fall werden auf dem in Artikel 10, § 1 vorgesehenen Etikett auch die letzte Wiederverschließung, deren Datum und die Dienststelle, die die Wiederverschließung vorgenommen hat, vermerkt.

§ 3. Die Packungen mit Standardsaatgut und die Kleinpäckungen mit zertifiziertem Saatgut werden so verschlossen, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder dass das in Artikel 10, § 2 vorgesehene Etikett oder die Verpackung Spuren einer Manipulation zeigen. Sie werden außerdem - mit Ausnahme von Kleinpäckungen - durch den für die Anbringung der Etiketten Verantwortlichen mit einer Plombe oder einer gleichwertigen Verschlussicherung versehen.

Bei Kleinpäckungen der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut» darf eine ein- oder mehrmalige Wiederverschließung nur unter amtlicher Überwachung vorgenommen werden.

§ 4. Der Minister kann für die auf dem Gebiet der Wallonischen Region verschlossenen Kleinpäckungen mit Basissaatgut in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Europäischen Union Ausnahmen von den Bestimmungen von § 1 und § 2 vorsehen.

Art. 10 - § 1. Packungen mit Basissaatgut und mit zertifiziertem Saatgut, soweit sich Saatgut der letztgenannten Kategorie nicht in Kleinpäckungen EG befindet:

1° werden an der Außenseite mit einem amtlichen Etikett versehen, das noch nicht benutzt worden ist, das den Voraussetzungen der Anlage IV, Teil A entspricht und auf dem die Angaben in einer der Amtssprachen der Europäischen Union abgefasst sind. Bei Klarsichtpackungen kann das Etikett im Innern enthalten sein, wenn es durch die Verpackung hindurch lesbar ist. Die Farbe des Etiketts ist weiß bei Basissaatgut und blau bei zertifiziertem Saatgut.

Ist das Etikett mit einem Loch versehen, so wird seine Befestigung in jedem Fall mit einer amtlichen Verschlussicherung gesichert.

Wenn im Fall des Artikels 4 Basissaatgut die Anforderungen der Anlage II an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, so wird dies auf dem Etikett vermerkt.

Die Verwendung von amtlichen Klebeetiketten ist gestattet.

Nach dem in den Beschlüssen der Europäischen Union festgelegten Verfahren kann die Anbringung der vorgeschriebenen Angaben auf der Verpackung in unverwischbarer Farbe nach dem Muster des Etiketts unter amtlicher Überwachung gestattet werden.

2° einen amtlichen Vermerk in der Farbe des Etiketts enthalten, der von den für das Etikett vorgesehenen Angaben mindestens diejenigen enthält, die für dieses Etikett in Anlage IV Teil A Buchstabe a) Nummern 4 bis 7 vorgesehen sind. Der Vermerk ist so beschaffen, dass er nicht mit dem im Punkt 1° erwähnten amtlichen Etikett verwechselt werden kann. Der Vermerk ist entbehrlich, wenn die Angaben auf der Verpackung in unverwischbarer Farbe angebracht sind oder wenn gemäß Punkt 1° das Etikett im Innern einer Klarsichtpackung enthalten ist oder ein Klebeetikett oder ein Etikett aus reißfestem Material verwendet wird.

§ 2. Packungen von Standardsaatgut und Kleinpäckungen EG der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut» werden gemäß Anlage IV Teil B entweder mit einem Etikett des Lieferanten oder mit einer gedruckten oder gestempelten Aufschrift in einer der Amtssprachen der Europäischen Union versehen. Die Farbe des Etiketts ist blau bei zertifiziertem Saatgut und dunkelgelb bei Standardsaatgut.

Außer im Fall von Kleinpäckungen EG von Standardsaatgut sind die im Rahmen dieses Absatzes vorgeschriebenen oder zulässigen Angaben von jeder anderen Angabe auf dem Etikett oder der Packung, auch von den Angaben gemäß Artikel 11, klar zu trennen.

§ 3. Im Falle von Sorten, die am 1. Juli 1970 allgemein bekannt waren, kann das Etikett auch einen Hinweis auf eine angegebene Erhaltungszüchtung tragen. Hinweise auf besondere, mit der Erhaltungszüchtung möglicherweise zusammenhängende Eigenschaften sind untersagt. Ein derartiger Hinweis muss der Sortenbezeichnung nachgestellt und von dieser vorzugsweise mit einem Schrägstrich klar getrennt werden. Er darf nicht auffälliger als die Sortenbezeichnung sein.

§ 4. Der Minister kann für die auf dem Gebiet der Wallonischen Region verschlossenen Kleinpäckungen mit Basissaatgut in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Europäischen Union Ausnahmen von den Bestimmungen von § 1 und § 2 vorsehen.

Art. 11 - § 1. In allen anderen als den in diesem Erlass vorgesehenen Fällen müssen Packungen mit Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut irgendwelcher Art oder mit Standardsaatgut ein Etikett des Lieferanten tragen. Dabei kann es sich um ein vom amtlichen Etikett gesondertes Etikett oder um Angaben des Lieferanten, die auf der Packung selbst aufgedruckt sind, handeln.

Die auf diesem Etikett anzugebenden Einzelheiten werden ebenfalls nach dem in den Beschlüssen der Europäischen Union bestimmten Verfahren festgelegt.

§ 2. Bei Basissaatgut und zertifiziertem Saatgut ist das Etikett oder der in § 1 genannte Aufdruck so beschaffen, dass es/er mit dem in Artikel 10, § 1 genannten amtlichen Etikett nicht verwechselt werden kann.

Art. 12 - Die Packungen mit Vorstufensaatgut tragen ein amtliches Etikett mit mindestens den in der Anlage IV, Punkt A erwähnten Angaben sowie der Anzahl der dem Saatgut der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut» vorhergehenden Generationen.

Das Etikett ist weiß mit einem diagonalen violetten Strich. Wenn im Fall des Artikels 3, § 2 Basissaatgut die Anforderungen der Anlage II an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, so wird dies auf dem Etikett vermerkt.

Art. 13 - Saatgut einer genetisch veränderten Sorte muss auf jedem Etikett oder jedem amtlichen oder sonstigen Begleitpapier, das gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses an der Saatgutpartie befestigt ist oder dieser beiliegt, klar als solches gekennzeichnet sein.

Art. 14 - § 1. Jegliche chemische Behandlung von Basissaatgut, Zertifiziertem Saatgut oder Standardsaatgut wird entweder auf dem amtlichen Etikett oder auf einem Etikett des Lieferanten sowie auf oder in der Packung vermerkt. Bei Kleinpäckungen EG kann dies unmittelbar auf oder in der Packung vermerkt werden.

§ 2. Der Verkehr mit Saatgut, das chemisch mit einem Produkt behandelt worden ist, das nicht für diesen Zweck zugelassen wurde, ist untersagt gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 28. Februar 1994 über die Lagerung, das Inverkehrbringen und die Anwendung von Pestiziden für landwirtschaftliche Anwendungen. Für eingeführtes Saatgut, das bereits chemisch behandelt worden ist, reicht jedoch aus, dass die Wirkstoffe gemäß der vorerwähnten Regelung zugelassen wurden.

Art. 15 - § 1. Das Gemüsesaatgut, das unmittelbar von Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut stammt, das entweder in einem bzw. mehreren Mitgliedstaat(en) oder in einem dritten Land, dem die Gleichstellung nach Artikel 16 gewährt wurde, amtlich anerkannt oder durch Kreuzung von in einem Mitgliedstaat amtlich anerkanntem Basissaatgut mit in einem solchen dritten Land amtlich anerkanntem Basissaatgut gewonnen wurde, und das in einem anderen Mitgliedstaat geerntet worden ist, kann auf Antrag und unbeschadet der sonstigen Bestimmungen des vorliegenden Erlasses als zertifiziertes Saatgut in jedem Mitgliedstaat amtlich anerkannt werden, wenn es einer Feldbesichtigung unterzogen worden ist, die den Voraussetzungen der Anlage I für die betreffende Kategorie genügt, und wenn in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die Voraussetzungen der Anlage II für diese Kategorie erfüllt sind.

Stammt das Saatgut in diesen Fällen unmittelbar von amtlich anerkanntem Saatgut einer dem Basissaatgut vorhergehenden Generation, so kann die Dienststelle, sofern die Voraussetzungen für diese Kategorie erfüllt sind, auch die amtliche Anerkennung als Basissaatgut zulassen.

§ 2. Gemüsesaatgut, das in der Europäischen Union geerntet wurde und zur Anerkennung nach § 1 bestimmt ist, muss:

1° gemäß Artikel 9, § 1 abgepackt und mit einem amtlichen Etikett nach Anlage V, Teile A und B versehen werden und

2° von einer amtlichen Bescheinigung nach Anlage V Teil C begleitet sein.

§ 3. Das Gemüsesaatgut, das unmittelbar von Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut stammt, das entweder in einem bzw. mehreren Mitgliedstaat(en) oder in einem dritten Land, dem die Gleichstellung nach Artikel 16, § 1 gewährt wurde, amtlich anerkannt oder durch Kreuzung von in einem Mitgliedstaat amtlich anerkanntem Basissaatgut mit in einem solchen dritten Land amtlich anerkanntem Basissaatgut gewonnen wurde, und das in einem anderen Mitgliedstaat geerntet worden ist, kann auf Antrag in jedem Mitgliedstaat, in dem das Basissaatgut erzeugt oder amtlich anerkannt wurde, als zertifiziertes Saatgut amtlich anerkannt werden, wenn es einer Feldbesichtigung unterzogen worden ist, die den in einer Gleichstellungsentscheidung nach Artikel 16, § 1 vorgesehenen Voraussetzungen für die betreffende Kategorie genügt, und wenn in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die Voraussetzungen der Anlage II für diese Kategorie erfüllt sind.

Art. 16 - § 1. Das Gemüsesaatgut, mit Ausnahme des Vorstufensaatguts, das in einem Land, das nicht Mitglied der Europäischen Gemeinschaft ist, geerntet worden ist, darf in Verkehr gebracht werden, wenn der Rat im Voraus festgestellt hat, dass das Saatgut hinsichtlich seiner Eigenschaften sowie der zu seiner Prüfung, seiner Identitätssicherung, seiner Kennzeichnung und seiner Kontrolle durchgeführten Maßnahmen die gleiche Gewähr bietet, insoweit dem Basissaatgut, dem zertifizierten Saatgut oder dem Standardsaatgut gleichsteht, das innerhalb der Europäischen Union geerntet worden ist und den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses entspricht.

Die ggf. von der Europäischen Union festgelegten besonderen Bedingungen müssen ebenfalls beachtet werden.

§ 2. Die Bestimmungen von § 1 sind ebenfalls anwendbar auf:

1° das Vorstufensaatgut, wobei vorausgesetzt wird, dass dieses Saatgut nur in Verkehr gebracht werden darf, wenn die Gleichstellung für das Basissaatgut festgestellt worden ist;

2° das in jedem neuen Mitgliedstaat geerntete Saatgut für die Zeit von seinem Beitritt bis zu dem Zeitpunkt, zu dem er die erforderlichen Rechts- oder Verwaltungsvorschriften in Kraft setzen muss, um den Bestimmungen der Richtlinie 2002/55/EG nachzukommen.

Art. 17 - § 1. Zur Behebung von vorübergehend auftretenden und in anderer Weise nicht zu beseitigenden Schwierigkeiten bei der Versorgung mit Basissaatgut, zertifiziertem Saatgut oder Standardsaatgut in der Europäischen Union kann die Dienststelle gemäß den Beschlüssen der Europäischen Kommission beschließen, dass für einen festgelegten Zeitraum auf dem gesamten Gebiet der Europäischen Union das Inverkehrbringen der zur Beseitigung der Versorgungsschwierigkeiten erforderlichen Mengen von Saatgut einer Kategorie mit minderen Anforderungen oder von Saatgut einer Sorte, welche nicht im gemeinsamen Sortenkatalog oder im nationalen Sortenkatalog aufgeführt ist, genehmigt wird.

§ 2. Für die Saatgutkategorie einer bestimmten Sorte ist als amtliches Etikett oder Lieferantenetikett das für die entsprechende Kategorie vorgesehene Etikett zu verwenden; bei Saatgut von Sorten, die nicht in § 1 vorgenannten Katalogen aufgeführt sind, ist das amtliche Etikett braun.

Auf dem Etikett ist anzugeben, dass das betreffende Saatgut zu einer Kategorie gehört, welche mindere Anforderungen erfüllt.

Art. 18 - Der Minister ist dazu ermächtigt, die Anlagen zum vorliegenden Erlass in Übereinstimmung mit den Entscheidungen der Institutionen der Europäischen Union, zu ergänzen und abzuändern.

KAPITEL III — Kontrolle

Art. 19 - Die Dienststelle ist mit der Durchführung der Kontrolle des erzeugten einheimischen Saatguts beauftragt. Diese Kontrolle umfasst:

1° die Prüfung der Zulässigkeit der Kontrollanträge für die Kulturen, die zur Erzeugung von Saatgut bestimmt sind;

2° die Kontrolle der Feldbestände;

3° die Kontrolle der geernteten Erzeugnisse beim Transport, bei der Anlieferung, der Lagerung, der Aufbereitung und der Aufmachung;

4° die Überprüfung in den Labors;

5° die Kontrolle der Ausführung der amtlichen Verschlüsselung und des in den Artikeln 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 und 17 vorgeschriebenen Anbringens amtlicher Etiketten und Bescheinigungen;

6° die Kontrolle der Probenahmen und der wie in Artikel 20 vorgesehenen amtlich überwachten Prüfungen.

Die Dienststelle ist ebenfalls mit der Kontrolle des Saatgutes, wie es in Artikel 3, § 3 angegeben ist, beauftragt.

Die Kontrolle ist nicht mit einer spezifischen Haftung der Dienststelle verbunden, die zu Schadensersatzforderungen führen könnte.

Art. 20 - § 1. Bei der amtlich überwachten Prüfung gemäß Art. 1, § 1, Punkte 4, d) und 5, d) müssen folgende Anforderungen erfüllt sein:

1° Die Inspektoren:

a) müssen die notwendige fachliche Befähigung haben;

b) dürfen an der Durchführung der Prüfungen keinerlei Gewinninteresse haben;

c) müssen von der Dienststelle amtlich zugelassen worden sein; damit sie zugelassen werden können, müssen sie entweder vereidigt worden sein oder eine schriftliche Erklärung unterzeichnet haben, mit der sie sich zur Einhaltung der für amtliche Prüfungen geltenden Regeln verpflichten;

d) müssen die amtlich überwachten Prüfungen gemäß den für die amtlichen Prüfungen geltenden Regeln durchführen;

2° Die zu prüfenden Feldbestände müssen von Saatgut erwachsen sein, das einer amtlichen Nachprüfung unterzogen wurde, die zufrieden stellend ausgefallen ist;

3° Ein Teil der Feldbestände muss von amtlichen Inspektoren geprüft werden. Der Prozentsatz beträgt mindestens 5 v.H.;

4° Ein Teil der Proben der von den Feldbeständen geernteten Saatgutpartien ist für amtliche Nachprüfungen und gegebenenfalls für amtliche Laboruntersuchungen des Saatguts auf Sortenechtheit und Sortenreinheit zu entnehmen;

5° Die Dienststelle bestimmt die Strafen, die anzuwenden sind, wenn einem amtlich zugelassenen Inspektor vorsätzliche oder fahrlässige Zuwiderhandlungen gegen die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln nachgewiesen werden. Diese Strafen müssen wirksam, verhältnismäßig und abschreckend sein. Sie können bis zum Entzug der in 1°, c) erwähnten Zulassung führen. Eine gegebenenfalls schon erfolgte Anerkennung von geprüftem Saatgut wird im Fall einer solchen Zuwiderhandlung rückgängig gemacht, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass das betreffende Saatgut tatsächlich alle einschlägigen Anforderungen erfüllt.

§ 2. Im Laufe der Prüfung des Saatguts im Rahmen der Zertifizierung werden die Proben amtlich oder unter amtlicher Überwachung nach international üblichen Methoden oder in Ermangelung derartigen Methoden nach den vom Minister festgelegten angemessenen Methoden genommen. Saatgutproben für Kontrollen gemäß Artikel 22 sind jedoch amtlich zu ziehen.

Die Proben werden von homogenen Partien gezogen. Das Höchstgewicht einer Partie und das Mindestgewicht einer Probe sind in der Anlage III angegeben. Für die Anwendung der Bestimmungen dieses Artikels gilt als homogene Partie eine Menge von Saatgut, die eine Einheit bildet und Eigenschaften aufweist, deren Gleichwertigkeit vorausgesetzt wird.

Diese Bestimmungen gelten auch für das Ziehen von Proben von Standardsaatgut für Nachprüfungen.

Wenn die Probenahme von Saatgut unter amtlicher Kontrolle stattfindet, müssen die nachstehenden Bedingungen eingehalten werden:

1° Die Saatgutprobenahme wird unter Einhaltung der Bedingungen unter 2°, 3° und 4° von Saatgutprobennehmern durchgeführt, die von der Dienststelle zu diesem Zweck zugelassen wurden;

2° Saatgutprobennehmer müssen die erforderlichen Fachkenntnisse in Ausbildungslehrgängen unter den für die amtlichen Probennehmer der Anerkennungsstelle geltenden Bedingungen erworben und in amtlichen Prüfungen nachgewiesen haben;

3° Saatgutprobennehmer müssen sein:

a) unabhängige natürliche Personen oder

b) von natürlichen oder juristischen Personen beschäftigte Personen, die sich nicht mit der Erzeugung, Vermehrung oder Aufbereitung von Saatgut bzw. dem Saatguthandel befassen, oder

c) von natürlichen oder juristischen Personen beschäftigte Personen, die sich mit der Erzeugung, Vermehrung oder Aufbereitung von Saatgut bzw. dem Saatguthandel befassen.

In dem im Buchstabe c) erwähnten Fall kann ein Saatgutprobennehmer nur die für seinen Arbeitgeber erzeugten Partien beproben, es sei denn, zwischen seinem Arbeitgeber, dem Antragsteller und der Dienststelle wurde eine andere Vereinbarung getroffen;

4° Die Tätigkeit von Saatgutprobennehmern wird durch die Dienststelle ordnungsgemäß überwacht. Bei automatischer Probenahme sind geeignete Verfahren einzuhalten und amtlich zu überwachen.

5° Die Überwachung gemäß Punkt 4° umfasst die Kontrollbeprobung eines Prozentsatzes der zur amtlichen Anerkennung eingereichten Saatgutpartien durch amtliche Saatgutprobennehmer. Dieser Prozentsatz wird in der Regel so gleichmäßig wie möglich auf alle natürlichen und juristischen Personen verteilt, die Saatgut zur Anerkennung anmelden, kann jedoch zur Beseitigung bestimmter Zweifel auch gezielt ausgewählt werden. Der Prozentsatz beträgt mindestens 5 v.H.. Diese Kontrollbeprobung betrifft nicht die automatische Probenahme.

Die Dienststelle vergleicht die amtlich gezogenen Saatgutproben mit den Proben, die unter amtlicher Aufsicht aus derselben Saatgutpartie gezogen wurden;

6° Die Dienststelle bestimmt die Strafen, die anzuwenden sind, wenn einem amtlich zugelassenen Saatgutprobennehmer vorsätzliche oder fahrlässige Zuwiderhandlungen gegen die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln nachgewiesen werden. Diese Strafen müssen wirksam, verhältnismäßig und abschreckend sein. Sie können bis zum Entzug der in 1° erwähnten Zulassung führen. Eine gegebenenfalls schon erfolgte Anerkennung von geprüftem Saatgut wird im Fall einer solchen Zuwiderhandlung rückgängig gemacht, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass das betreffende Saatgut tatsächlich alle einschlägigen Anforderungen erfüllt.

7° gemäß den Beschlüssen der Europäischen Union kann der Minister weitere Vorschriften für Saatgutprobenahmen unter amtlicher Überwachung festlegen.

§ 3. Die amtlichen Saatgutprüfungen oder die amtlich überwachten Prüfungen, die in Artikel 1, § 1, Punkte 4, d), und 5, d) erwähnt sind, werden nach international üblichen Methoden oder in Ermangelung derartiger Methoden nach durch den Minister festgelegten Methoden durchgeführt.

Ungeachtet für das Gemüsesaatgut wird die in § 1 vorgesehene Analyse der technischen Reinheit und der Keimfähigkeit nur durchgeführt, wenn diesbezüglich ein Zweifel besteht.

Die Saatgutprüfung unter amtlicher Kontrolle genügt folgenden Bedingungen:

1° sie wird unter Einhaltung der unter 2° bis 4° vorgesehenen Bedingungen von zu diesem Zweck von der Dienststelle zugelassenen Saatgutprobelabors durchgeführt;

2° Das Labor beschäftigt einen Saatgutprüfer, der für den technischen Betrieb des Labors unmittelbar verantwortlich ist und der über die notwendige Befähigung für die technische Leitung eines Saatgutprüflabors verfügt.

Die Saatgutprüfer des Labors müssen die erforderlichen Fachkenntnisse in Ausbildungslehrgängen unter den für die amtlichen Prüfer der Anerkennungsstelle geltenden Bedingungen erworben und in amtlichen Prüfungen nachgewiesen haben.

Das Labor muss über die Räumlichkeiten und Geräte verfügen, für die die Dienststelle im Rahmen der Zulassung amtlich bestätigt, dass sie für die Überprüfung von Saatgut geeignet sind.

3° Das Saatgutprüflabor muss:

a) ein unabhängiges Labor oder

b) ein Labor eines Saatgutunternehmens sein.

In dem im Buchstabe b) genannten Fall darf das Labor nur Saatgutpartien überprüfen, die für das betreffende Unternehmen erzeugt wurden, sofern zwischen dem Saatgutunternehmen, dem Antragsteller und der Saatgutankennungsstelle keine andere Vereinbarung getroffen wurde.

4° Die Tätigkeiten des Labors in Zusammenhang mit der Prüfung des Saatguts werden durch die Dienststelle angemessen überwacht;

5° Zum Zwecke der Überwachung gemäß Punkt 4° wird ein Prozentanteil der zur amtlichen Anerkennung angemeldeten Saatgutpartien durch eine amtliche Saatgutprüfung gegengeprüft. Dieser Prozentsatz wird in der Regel so gleichmäßig wie möglich auf alle natürlichen und juristischen Personen, die Saatgut zur Anerkennung anmelden, sowie auf die eingereichten Arten verteilt, kann jedoch zur Beseitigung bestimmter Zweifel auch gezielt ausgewählt werden. Der Prozentsatz beträgt mindestens 5 v.H.;

6° Die Dienststelle bestimmt die Strafen, die anzuwenden sind, wenn einem Prüflabor vorsätzliche oder fahrlässige Zuwiderhandlungen gegen die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln nachgewiesen werden. Diese Strafen müssen wirksam, verhältnismäßig und abschreckend sein. Sie können bis zum Entzug der in Punkt 1 erwähnten Zulassung führen. Eine gegebenenfalls schon erfolgte Anerkennung von geprüfem Saatgut wird im Fall einer solchen Zuwiderhandlung rückgängig gemacht, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass das betreffende Saatgut tatsächlich alle einschlägigen Anforderungen erfüllt.

Art. 21 - Der Minister legt eine Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung des Gemüsesaatguts und des Saatguts von Wurzelzichorie fest:

1° die Verfahren und die Definitionen für die in Artikel 19 angeführten Kontrollen;

2° die Bedingungen, die die natürlichen oder juristischen Personen erfüllen müssen, um einerseits die Befugnis zu erhalten, einen Antrag zur Kontrolle der Kulturen, die für die Erzeugung von Saatgut bestimmt sind, einzureichen und andererseits geerntete Erzeugnisse der in Artikel 19 angeführten Kontrolle zu unterwerfen.

Art. 22 - Das Gemüsesaatgut und das Saatgut von Wurzelzichorie werden während des Inverkehrbringens mindestens durch Stichproben amtlich geprüft, damit sichergestellt ist, dass sie der Europäischen Regelung entsprechen.

Die amtlichen Saatgutprüfungen werden nach international üblichen Methoden oder in Ermangelung derartiger Methoden nach den durch den Minister festgelegten Methoden durchgeführt.

Die Proben werden aus homogenen Partien gezogen. Das Höchstgewicht einer Partie wird in der Anlage III angegeben.

Für die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Artikels gilt als homogene Partie eine Menge von Saatgut, die eine Einheit bildet und Eigenschaften aufweist, deren Gleichwertigkeit vorausgesetzt wird.

Art. 23 - Unbeschadet des freien Verkehrs mit Saatgut in der Europäischen Union trifft der Minister alle erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass beim Inverkehrbringen von aus Drittländern eingeführten Saatgutmengen über 2 kg folgende Angaben gemacht werden:

1° Art;

2° Sorte;

3° Kategorie;

4° Erzeugerland und amtliche Kontrollbehörde;

5° Ausfuhrland;

6° Einführer;

7° Saatgutmenge.

Art. 24 - § 1. Um die Entwicklung in folgenden Bereichen zu berücksichtigen, kann der Minister in Übereinstimmung mit den Vorschriften der Europäischen Union besondere Bedingungen festlegen:

1° Voraussetzungen für das Inverkehrbringen von chemisch behandeltem Saatgut;

2° Voraussetzungen, unter denen Saatgut unter Berücksichtigung der Erhaltung in situ und der nachhaltigen Nutzung der pflanzengenetischen Ressourcen in Verkehr gebracht werden darf, einschließlich Saatgutmischungen von Arten, die auch in Artikel 1 der Richtlinie 2002/53/EG aufgeführte Arten enthalten und mit spezifischen natürlichen und halbnatürlichen Lebensräumen assoziiert und von genetischer Erosion bedroht sind;

3° Voraussetzungen, unter denen für den ökologischen Landbau geeignetes Saatgut in Verkehr gebracht werden darf.

§ 2. Die besonderen Bedingungen gemäß § 1, Punkt 2° umfassen insbesondere folgende Punkte:

1° die Herkunft des Saatguts dieser Arten muss bekannt und durch die Dienststelle zugelassen sein, zwecks eines Inverkehrbringens in bestimmten Gebieten;

2° entsprechende mengenmäßige Beschränkungen.

Art. 25 - Die in der Anlage III, 2 zum vorliegenden Erlass erwähnten Mindestgewichte sind nicht anwendbar auf die Probenahmen, die ausschließlich zwecks der stichprobenweisen Prüfung der Keimfähigkeit des Saatgutes, die in Verkehr gebracht werden, durchgeführt werden.

Art. 26 - Außer der Möglichkeit einer Entlastung werden folgende Personen dafür verantwortlich, dass das Gemüsesaat und das Saat von Wurzelzichorie den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses entsprechen:

1° wenn es sich um ein in der Anlage IV, A vorgesehene Etikett handelt:

a) die Person, auf deren Rechnung die Anerkennungsstelle die erste amtliche Verschlüsselung durchgeführt hat oder der Einführer, wenn dieses Etikett den Namen einer ausländischen Anerkennungsstelle trägt, wenn die Packungen jedoch innerhalb des Landes erneut amtlich verschlossen worden sind;

b) die Person, auf deren Rechnung die letzte amtliche Verschlüsselung vorgenommen wurde, ist verantwortlich für die Keimfähigkeit;

2° wenn es sich um ein in der Anlage IV, B vorgesehene Etikett handelt, die Person, deren Name auf dem Etikett steht oder der Einführer, wenn dieses Etikett den Namen eines ausländischen Lieferanten trägt;

3° der Eigentümer oder der Halter in den anderen Fällen.

Die in den Punkten 1° und 2° erwähnten Personen werden jedoch von ihrer Verantwortlichkeit befreit, wenn die Packungen geöffnet worden sind, anders als um erneut amtlich verschlossen zu werden, oder wenn es nach Untersuchung festgestellt wird, dass das Erzeugnis sich durch den Schuld von Käufer-Halter nicht mehr in einem normalen Erhaltungszustand befindet oder seine Keimfähigkeit verloren hat.

Art. 27 - Der Zeitraum, während dem die Bediensteten der im Artikel 6 des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht angeführten Behörde gemäß Artikel 13 dieses Gesetzes im Rahmen einer Verwaltungsmaßnahme vorläufig die durch den vorliegenden Erlass betroffenen Erzeugnisse beschlagnahmen dürfen, wird auf drei Monate festgelegt.

Art. 28 - Rechnungen, Verträge, Kataloge, Rundschreiben, Verkaufsangebote und sonstige vergleichbare Dokumente müssen von Fall zu Fall die in der Anlage IV, A, a) 5, 6, 7 oder in der Anlage IV, B, a), 4, 5, und 6 vorgeschriebenen Angaben aufweisen.

Art. 29 - Die Zubereiter, Einführer und Verkäufer müssen die Einkaufsrechnung, eine Kopie der Verkaufsrechnung sowie die Transportdokumente während drei Jahren ab dem 1. Januar des Jahres, das auf das Jahr der Ausstellung des betreffenden Dokuments folgt, aufbewahren, um sie den Beamten, die mit der Kontrolle der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt sind, auf deren Antrag und ohne, dass diese sich vor Ort begeben müssen, vorlegen zu können.

Art. 30 - § 1. Wird beim Nachkontrollanbau wiederholt festgestellt, dass Saatgut einer Sorte die Anforderungen an die Sortenechtheit oder an die Sortenreinheit nicht ausreichend erfüllt hat, so stellt die Dienststelle sicher, dass dem für das Inverkehrbringen des Saatguts Verantwortlichen der Vertrieb dieses Saatguts ganz oder teilweise und gegebenenfalls für einen bestimmten Zeitabschnitt untersagt werden kann.

§ 2. Die in Anwendung von § 1 durchgeführten Maßnahmen werden aufgehoben, sobald mit hinreichender Sicherheit feststeht, dass das für den Vertrieb bestimmte Saatgut künftig die Anforderungen an die Sortenechtheit und Sortenreinheit erfüllen wird.

Art. 31 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht. Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 10 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei dessen Verhinderung um den Beamten, der ihn vertritt.

KAPITEL V — Abschließende Bestimmungen

Art. 32 - Der Königliche Erlass vom 2. Mai 2001 zur Regelung des Handels und der Kontrolle des Gemüsesaatguts und des Saatguts von Wurzelzichorie wird aufgehoben.

Art. 33 - Der Ministerialerlass vom 21. Dezember 2001 zur Festlegung einer Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung des Gemüsesaatguts und des Saatguts von Wurzelzichorie bleibt anwendbar bis zum Zeitpunkt, wo er ausdrücklich ersetzt wird.

Art. 34 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 35 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE I

VORAUSSETZUNGEN FÜR DIE ANERKENNUNG HINSICHTLICH DES BESTANDES

1. Der Bestand ist ausreichend sortenecht und sortenrein.
2. Es findet bei Basissaatgut mindestens eine amtliche Feldbesichtigung statt. Bei zertifiziertem Saatgut erfolgt mindestens eine Feldbesichtigung, die stichprobenweise bei mindestens 20 v. H. der Bestände je Art amtlich überwacht wird.
3. Der Kulturzustand der Vermehrungsfläche und der Entwicklungsstand des Bestandes gestatten eine ausreichende Kontrolle der Sortenechtheit und der Sortenreinheit sowie des Gesundheitszustands.
4. Die Mindestentfernungen zu benachbarten Beständen, die zu einer unerwünschten Fremdbestäubung führen können, betragen bei:

<i>A. Beta vulgaris</i>	
1. zu allen nachstehend nicht genannten Pollenquellen der Gattung <i>Beta</i>	1000 Meter
2. Pollenquellen von Sorten der gleichen Unterart, die derselben Sortengruppe gehören: a) für Basissaatgut b) für zertifiziertes Saatgut	1000 Meter 600 Meter
3. Pollenquellen von Sorten der gleichen Unterart, die derselben Sortengruppe gehören: a) für Basissaatgut b) für zertifiziertes Saatgut	600 Meter 300 Meter
<i>B. Brassica</i> -Arten	
1. zu Quellen von fremden Pollen, die bei Sorten der Brassica-Arten schwerwiegende Beeinträchtigungen herbeiführen können a) für Basissaatgut b) für zertifiziertes Saatgut	1000 Meter 600 Meter
zu anderen Quellen von fremden Pollen, die bei Sorten von Brassica-Arten einkreuzen können: a) für Basissaatgut b) für zertifiziertes Saatgut	500 Meter 300 Meter
<i>C. Wurzelzichorie</i>	
1. von anderen Arten derselben Gattung oder Unterarten	1000 Meter
2. von einer anderen Sorte Wurzelzichorie: a) für Basissaatgut b) für zertifiziertes Saatgut	600 Meter 300 Meter
<i>D. Andere Arten</i>	
1. zu Quellen von fremden Pollen, die bei Sorten anderer fremdbestäubender Arten schwerwiegende Beeinträchtigungen herbeiführen können: a) für Basissaatgut b) für zertifiziertes Saatgut	500 Meter 300 Meter
2. zu anderen Quellen von fremden Pollen, die bei Sorten anderer fremdbestäubender Arten einkreuzen können: a) für Basissaatgut b) für zertifiziertes Saatgut	300 Meter 100 Meter
Diese Entfernungen brauchen nicht eingehalten zu werden, sofern eine ausreichende Abschirmung gegen eine unerwünschte Fremdbestäubung vorhanden ist.	

5. Das Vorhandensein von Krankheiten und Schadorganismen, die den Saatwert beeinträchtigen, ist auf ein Mindestmaß beschränkt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut und mit Saatgut von Wurzelzichorie beigelegt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE II

ANFORDERUNGEN, DENEN DAS SAATGUT GENÜGEN MUSS

1. Das Saatgut ist ausreichend sortenecht und sortenrein.
2. Das Vorhandensein von Krankheiten und Schadorganismen, die den Saatwert beeinträchtigen, ist auf ein Mindestmaß beschränkt.
3. Das Saatgut genügt folgenden weiteren Anforderungen:
 - a) Normen:

Arten	Technische Mindestreinheit (in v.H. des Gewichtes)	Höchstanteil an Körnern anderer Pflanzenarten (in v.H. des Gewichtes)	Mindestkeimfähigkeit (in v.H. der reinen Knäuel oder Samen)
<i>Allium cepa</i>	97	0,5	70
<i>Allium porrum</i>	97	0,5	65
<i>Anthriscus cerefolium</i>	96	1	70
<i>Apium graveolens</i>	97	1	70
<i>Asparagus officinalis</i>	96	0,5	70
<i>Beta vulgaris</i> (Cheltenham beet)	97	0,5	50 (Knäuel)
<i>Beta vulgaris</i> (anders als Cheltenham beet)	97	0,5	70 (Knäuel)
<i>Brassica oleracea</i> (Blumenkohl)	97	1	70
<i>Brassica oleracea</i> (andere Unterarten)	97	1	75
<i>Brassica pekinensis</i>	97	1	75
<i>Brassica rapa</i>	97	1	80
<i>Caspium anuum</i>	97	0,5	65
<i>Cichorium intybus</i> (partim) [Witloof (Endivie) Blattzichorie (italienische Zichorie)]	95	1,5	65
<i>Cichorium intybus</i> (partim) (Wurzelzichorie)	97	1	80
<i>Cichorium endivia</i>	95	1	65
<i>Citrullus lanatus</i>	98	0,1	75
<i>Cucumis melo</i>	98	0,1	75
<i>Cucumis sativus</i>	98	0,1	80
<i>Cucurbita maxima</i>	98	0,1	80
<i>Cucurbita pepo</i>	98	0,1	75
<i>Cynara cardunculus</i>	96	0,5	65
<i>Daucus carota</i>	95	1	65
<i>Foeniculum vulgare</i>	96	1	70
<i>Lactuca sativa</i>	95	0,5	75
<i>Lycopersicon lycopersicum</i>	97	0,5	75
<i>Petroselinum crispum</i>	97	1	65
<i>Phaseolus coccineus</i>	98	0,1	80
<i>Phaseolus vulgaris</i>	98	0,1	75
<i>Pisum sativum</i>	98	0,1	80
<i>Raphanus sativus</i>	97	1	70
<i>Scorzonera hispanica</i>	95	1	70
<i>Solanum melongena</i>	96	0,5	65
<i>Spinacia oleracea</i>	97	1	75
<i>Valerianella locusta</i>	95	1	65
<i>Vicia faba</i>	98	0,1	80

b) Zusätzliche Anforderungen

1. Saatgut von Leguminosen weist keinen Befall mit folgenden lebenden Insekten auf:

Acanthoscelides obtectus Sag.

Bruchus affinis Froel.

Bruchus atomarius L.;

Bruchus pisorum L.

Bruchus rufimanus Boh.

2. Saatgut weist keinen Befall mit lebenden Milben auf.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut und mit Saatgut von Wurzelzichorie beigelegt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE III

GEWICHTE DER PARTIEN UND PROBEN

1. Höchstgewicht einer Saatpartie:	
a) Samen von <i>Phaseolus vulgaris</i> , <i>Pisum sativum</i> und <i>Vicia faba</i>	25 Tonnen
b) Samen von der Größe der Weizenkörner und größer, ausgenommen <i>Phaseolus vulgaris</i> , <i>Pisum sativum</i> und <i>Vicia faba</i>	20 Tonnen
c) kleinere Samen als Weizenkörner	10 Tonnen
Das Höchstgewicht einer Partie darf nicht um mehr als 5 v.H. überschritten werden.	
2. Mindestgewicht einer Probe	
Art	Gewicht (in g)
<i>Allium cepa</i>	25
<i>Allium porrum</i>	20
<i>Anthriscus cerefolium</i>	20
<i>Apium graveolens</i>	5
<i>Asparagus officinalis</i>	100
<i>Beta vulgaris</i>	100
<i>Brassica oleracea</i>	25
<i>Brassica pekinensis</i>	20
<i>Brassica rapa</i>	20
<i>Caspium anuum</i>	40
<i>Cichorium intybus</i> (partim) [Witloof (Endivie) Blattzichorie (italienische Zichorie)]	15
<i>Cichorium intybus</i> (partim) (Wurzelzichorie)	50
<i>Cichorium endivia</i>	15
<i>Citrullus lanatus</i>	250
<i>Cucumis melo</i>	100
<i>Cucumis sativus</i>	25
<i>Cucurbita maxima</i>	250
<i>Cucurbita pepo</i>	150
<i>Cynara cardunculus</i>	50
<i>Daucus carota</i>	10
<i>Foeniculum vulgare</i>	25
<i>Lactuca sativa</i>	10
<i>Lycopersicon lycopersicum</i>	20
<i>Petroselinum crispum</i>	10
<i>Phaseolus coccineus</i>	1000
<i>Phaseolus vulgaris</i>	700
<i>Pisum sativum</i>	500
<i>Raphanus sativus</i>	50
<i>Scorzonera hispanica</i>	30
<i>Solanum melongena</i>	20
<i>Spinacia oleracea</i>	75
<i>Valerianella locusta</i>	20
<i>Vicia faba</i>	1000

Bei F-1-Hybridsorten der vorgenannten Arten kann das Mindestgewicht der Probe bis auf ein Viertel des angegebenen Gewichts herabgesetzt werden. Die Probe muss jedoch mindestens ein Gewicht von 5 g haben und mindestens 400 Körner enthalten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut und mit Saatgut von Wurzelzichorie beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE IV

ETIKETT

A. Amtliches Etikett (Basissaatgut und zertifiziertes Saatgut, mit Ausnahme von Kleinpackungen)*I Vorgeschriebene Angaben:*

1. «, Regelungen und EG-Normen».
2. Anerkennungsstelle und Mitgliedstaat oder deren Zeichen
3. Monat und Jahr der Verschließung, ausgedrückt durch den Vermerk: «Verschließung. (Monat und Jahr)» oder Monat und Jahr der letzten für die Entscheidung über die Anerkennung bestimmten amtlichen Probenahme, ausgedrückt durch den Vermerk «, Probenahme... (Monat und Jahr)».
4. Bezugsnummer der Partie:
5. Art, zumindest in lateinischen Buchstaben, die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren) oder der landesüblichen Bezeichnung oder beider Bezeichnungen.
6. Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben.
7. Kategorie.
8. Erzeugerland.
9. Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht oder angegebene Zahl der reinen Körner.
10. Bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmasse oder sonstigen festen Zusätzen, die Art des Zusatzes sowie das ungefähre Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner und dem Gesamtgewicht.
11. Bei Hybridsorten oder Inzuchtlinien:
für Basissaatgut, bei dem die Einfachhybride oder Inzuchtlinie, der das Basissaatgut angehört, gemäß diesem Erlass amtlich zugelassen worden ist: Bezeichnung der Komponente, unter dem diese amtlich zugelassen worden ist, mit oder ohne Angabe der Sorte, im Fall von Einfachhybriden oder Inzuchtlinien, die ausschließlich dazu bestimmt sind, als Komponenten für die Erzeugung von Sorten verwendet zu werden, mit dem Zusatz «Komponente»
für Basissaatgut in anderen Fällen: Bezeichnung der Komponente, der das Basissaatgut angehört, die kodiert angegeben werden kann, ergänzt durch die Angabe der Sorte, mit oder ohne Angabe ihrer Funktion (männliche oder weibliche Komponente), mit dem Zusatz «Komponente»
für zertifiziertes Saatgut: Bezeichnung der Sorte, der das Saatgut angehört, mit dem Zusatz «Hybrid»
12. Wenn mindestens die Keimfähigkeit erneut geprüft wurde, können die Worte «erneut geprüft... (Monat und Jahr)» angegeben werden.

II. Mindestgröße:

110 mm x 67 mm

B. Lieferantenetikett oder Aufschrift auf der Packung (Standardsaatgut und Kleinpackungen der Kategorie «Zertifiziertes Saatgut»)*I. Vorgeschriebene Angaben:*

1. «Regelungen und EG-Normen»
2. Name und Anschrift des für die Anbringung der Etiketten Verantwortlichen oder sein Zeichen;
3. Wirtschaftsjahr der Verschließung oder der letzten Prüfung der Keimfähigkeit. Das Ende dieses Wirtschaftsjahres kann angegeben werden;
4. Art, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben;
5. Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben;
6. Kategorie; bei Kleinpackungen kann zertifiziertes Saatgut mit dem Buchstaben «C» oder «Z», Standardsaatgut mit den Buchstaben «St» gekennzeichnet werden.
7. Die von dem für die Anbringung der Etiketten Verantwortlichen festgelegte Bezugsnummer - bei Standardsaatgut;
8. Bezugsnummer, die ein Zurückgreifen auf die anerkannte Partie ermöglicht - bei zertifiziertem Saatgut;
9. Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht oder angegebene Zahl der reinen Körper - ausgenommen Kleinpackungen bis zu 500 g;
10. Bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmasse oder sonstigen festen Zusätzen, die Art des Zusatzes sowie das ungefähre Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner und dem Gesamtgewicht.

II. Mindestgröße des Etiketts (mit Ausnahme von Kleinpackungen)

110 mm x 67 mm

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut und mit Saatgut von Wurzelzichorie beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE V

ETIKETT UND BESCHEINIGUNG FÜR NOCH NICHT ENDGÜLTIG ANERKANNTES SAATGUT,
DAS IN EINEM ANDEREN MITGLIEDSTAAT GEERNTET WURDE

- A. Für das Etikett vorgeschriebene Angaben
- für die Feldbesichtigung zuständige Behörde und Mitgliedstaat oder deren Zeichen.
 - Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren) oder der landesüblichen Bezeichnung oder beider Bezeichnungen.
 - Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben.
 - Kategorie.
 - Kennnummer des Feldes oder der Partie.
 - angegebenes Netto- oder Bruttogewicht.
 - die Worte: «noch nicht endgültig anerkanntes Saatgut».
- B. Farbe des Etiketts:
Das Etikett ist grau.
- C. Für die Bescheinigung vorgeschriebene Angaben:
- Ausstellende Behörde.
 - Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren) oder der landesüblichen Bezeichnung oder beider Bezeichnungen.
 - Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben.
 - Kategorie.
 - Bezugsnummer des zur Aussaat verwendeten Saatguts und Land bzw. Länder, die dieses Saatgut anerkannt haben.
 - Kennnummer des Feldes oder der Partie
 - Anbaufläche der Partie, für die die Bescheinigung gilt.
 - Menge des geernteten Saatguts und Anzahl der Packungen.
 - bei zertifiziertem Saatgut die Vermehrungsstufe nach Basissaatgut.
 - Bestätigung, dass der Feldbestand, aus dem das Saatgut stammt, die gestellten Bedingungen erfüllt hat.
 - Gegebenenfalls die Ergebnisse einer vorläufigen Saatgutanalyse.
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut und mit Saatgut von Wurzelzichorie beigefügt zu werden.
Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 1000

[C - 2006/27043]

**9 FEBRUARI 2006. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de productie en het in de handel brengen van groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1998 en 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 mei 2001 houdende reglementering van de handel in en de keuring van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen;

Gelet op Richtlijn 2002/55/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van groentezaad;

Gelet op Richtlijn 2004/117/EG van de Raad van 22 december 2004 tot wijziging van Richtlijnen 66/401/EEG, 66/402/EEG, 2002/54/EG, 2002/55/EG en 2002/57/EG met betrekking tot onderzoeken onder officieel toezicht en de gelijkwaardigheid van in derde landen geproduceerd zaaizaad;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 mei 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

Gelet op Richtlijn 2002/53/EEG van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen;

Gelet op Beschikking 2004/842/EG van de Commissie van 1 december 2004 tot vaststelling van uitvoeringsregels volgens welke de lidstaten toestemming kunnen geven voor het in de handel brengen van zaai- of pootgoed van rassen waarvoor de opname in de nationale rassenlijst voor landbouw- of groentegewassen is aangevraagd;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid d.d. 16 februari 2006;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen van richtlijn 2002/55/EG, gewijzigd bij bovenvermelde richtlijn 2004/117/EG, onverwijld moeten worden omgezet;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;
Na beraadslaging,
Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities en toepassingsgebied*

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° in de handel brengen : de verkoop, het bezit met het oog op de verkoop, het aanbieden voor verkoop en iedere beschikbaarstelling, levering of overdracht van zaaizaad aan derden met het oog op commercieel gebruik, tegen of zonder vergoeding.

Onder « in de handel brengen » wordt niet verstaan de handel in zaaizaad die niet is gericht op commercieel gebruik van het ras, zoals de volgende handelingen :

a) beschikbaar stellen van zaaizaad van officiële onderzoeks- en controle instanties;

b) levering van zaaizaad aan verleners van diensten voor voorbereiding of verpakking, voor zover de verlener van diensten geen rechten op het geleverde zaaizaad verwerft.

Onder « in de handel brengen » wordt ook niet verstaan de levering van zaaizaad onder bepaalde voorwaarden aan verleners van diensten voor de productie van bepaalde landbouwgrondstoffen voor industriële doeleinden, of voor vermeerdering van zaaizaad voor dat doel, voorzover de dienstverlener geen rechten op het geleverde zaaizaad of op de opbrengst van de oogst verwerft. De leverancier van zaaizaad verstrekt de Dienst een afschrift van de betrokken delen van het contract met de dienstverlener; daarin wordt vermeld aan welke normen en voorwaarden het verstrekte zaaizaad op dat moment voldoet.

De voorwaarden voor de uitvoering van deze bepaling worden volgens de beslissingen van de Europese Unie vastgesteld door de Minister.

2° groenten : de planten van de volgende soorten bestemd voor de landbouw- of tuinbouwproductie :

<i>Allium cepa</i> L.	Ui
<i>Allium porrum</i> L.	Prei
<i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm.	Kervel
<i>Apium graveolens</i> L.	Selderij
<i>Asparagus officinalis</i>	Asperge
<i>Beta vulgaris</i> L. var. <i>vulgaris</i>	Snijbiet
<i>Beta vulgaris</i> L. var. <i>conditiva</i> Alef.	Rode biet
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>acephala</i> (DC) Alef. var. <i>sabellica</i> L.	Boerenkool
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>botrytis</i> L.	Bloemkool
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>cymosa</i> Duch.	Brocoli
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>oleracea</i> var. <i>gemmifera</i> DC.	Spruitkool spruitjes
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L.) Alef. var. <i>sabauda</i> L.	Savooiekool
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L.) Alef. var. <i>alba</i> DC.	Witte kool
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L.) Alef. var. <i>rubra</i> DC.	Rode kool
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>acephala</i> (DC.) Alef. var. <i>gongylodes</i> L.	Koolrapen
<i>Brassica pekinensis</i> (Lour.) Rupr.	Chinese kool
<i>Brassica rapa</i> L. var. <i>rapa</i>	Meiraap, stoppelkool
<i>Capsicum annuum</i> L.	Paprika, Spaanse peper
<i>Cichorium endivia</i> L.	Kruldijvie, andijvie
<i>Cichorium intybus</i> L. (partim)	Witlof (andijve), bladcichorei, cichorei voor de industrie
<i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum. en Nakai	Watermeloen
<i>Cucumis melo</i> L.	Meloen
<i>Cucumis sativus</i> L.	Komkommer, augurk
<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne	Reuzenpompoen
<i>Cucurbita pepo</i> L.	Pompoen
<i>Cynara Cardunculus</i>	Kardoen
<i>Daucus carota</i> L.	Wortel
<i>Foeniculum vulgare</i> Miller	Venkel
<i>Lactuca sativa</i> L.	Sla
<i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw.	Tomaat
<i>Petroselinum crispum</i> (Miller) Nyman ex A.W. Hill	Peterselie

<i>Phaseolus coccineus</i> L.	Pronkboon
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	Boon
<i>Pisum sativum</i> L. (partim)	Erwt, met uitzondering van de voedererwt
<i>Raphanus sativus</i> L.	Radijs
<i>Scorzonera hispanica</i> L.	Schorseneer
<i>Solanum melongena</i> L.	Aubergine
<i>Spinacia oleracea</i> L.	Spinazie
<i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.	Veldsla
<i>Vicia faba</i> L. (I)	Tuinboon

3° prebasiszaad : kwekerszaad van generaties die aan het basiszaad voorafgaan, dat door een tot keuring bevoegde dienst officieel is onderzocht en goedgekeurd volgens de voor de keuring van basiszaad geldende voorschriften;

4° basiszaad : zaad :

a) dat is voortgebracht onder de verantwoordelijkheid van de kweker volgens strenge regels voor de stelselmatige instandhouding ten aanzien van het ras, in voorkomend geval uit prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van zaad van de categorie gecertificeerd zaad;

c) dat, behoudens het bepaalde in artikel 4, voldoet aan de in de bijlagen I en II voor basiszaad opgesomde voorwaarden; en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage II bedoelde voorwaarden, bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

5° gecertificeerd zaad : zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of, op verzoek van de kweker, van zaad van een aan het basiszaad voorafgaande generatie;

b) dat voor voortbrenging van groenten bestemd is;

c) dat, behoudens het bepaalde in artikel 4, voldoet aan de in de bijlagen I en II voor gecertificeerd zaad bepaalde voorwaarden;

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

e) dat onderworpen is aan een steekproefsgewijze officiële controle achteraf op zijn rasechtheid en raszuiverheid.

6° standaardzaad : zaad :

a) dat voldoende rasecht en raszuiver is;

b) dat vooral voor voortbrenging van groenten bestemd is;

c) dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage II; en

d) dat onderworpen is aan een steekproefsgewijze officiële controle achteraf op zijn rasechtheid en raszuiverheid.

7° officiële maatregelen : maatregelen die uitgaan van of verricht worden door :

a) autoriteiten van een staat; of

b) publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen handelend onder de verantwoordelijkheid van een Staat;

c) voor hulpwerkzaamheden, door beëdigde natuurlijke personen handelend onder het toezicht van een Staat mits de onder b) en c) genoemde personen, geen bijzonder voordeel ontleen aan het resultaat van deze maatregelen;

8° kleine EG-verpakkingen : pakjes met een maximum nettogewicht aan zaad van :

a) 5 kg voor peulvruchten;

b) 500 g voor uien, kervel, asperge, snijbiet, rode biet, mei- en herfstrappen, watermeloen, reuzenpompoen, pompoen, wortelen, radijs, schorseneer, spinazie en veldsla;

c) 100 g voor alle andere groentesoorten;

9° derde landen : land dat geen lid is van de Europese Unie;

10° gemeenschappelijke rassenlijst : de lijst van alle rassen waarvan het groentesoort, op grond van artikelen 16 en 17 van de Richtlijn nr. 2002/55/EG van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van groentezaad, niet aan handelsbeperkingen ten aanzien van het ras is onderworpen;

11° nationale rassencatalogi : de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen, vastgesteld ter uitvoering van het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

12° Minister : de Minister die bevoegd is voor Landbouw;

13° Dienst : de Directie Productkwaliteit van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

§ 2. Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie kan de Minister de in § 1 sub 2° bedoelde soortenlijst wijzigen.

§ 3. Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie kan de Minister specificeren en bepalen welke typen rassen, met inbegrip van de kruisingspartners, in aanmerking komen voor keuring volgens de voorwaarden van dit besluit.

Art. 2. § 1. Dit besluit heeft betrekking op de productie met het oog op het in de handel brengen en het in de handel brengen binnen de Europese Unie van zaaigranen die voor landbouw- of tuinbouwproductie, met uitzondering van sierdoeleinden, bestemd zijn. Het geldt niet voor zaaigranen bestemd voor uitvoer naar derde landen indien het als dusdanig wordt geïdentificeerd en voor zover de bestemming kan worden aangetoond.

§ 2. Dit besluit wordt genomen onverminderd de federale bevoegdheden inzake fytosanitaire aangelegenheden en, inzonderheid, de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen.

HOOFDSTUK II. — *De certificering en het in de handel brengen*

Art. 3. § 1. Het zaad van cichorei voor de industrie mag slechts in de handel worden gebracht :

1° indien het officieel als « prebasiszaad », « basiszaad » of « gecertificeerd zaad » is goedgekeurd;

2° indien het voldoet aan de voorwaarden bedoeld in bijlage II van dit besluit en;

3° indien het gaat om rassen die voorkomen op de nationale rassencatalogi of op de gemeenschappelijke rassenlijst.

§ 2. Het groentenzaad ander dan cichorei voor de industrie mag slechts in de handel worden gebracht :

1° indien het officieel als « prebasiszaad », « basiszaad » of « gecertificeerd zaad » is goedgekeurd, of indien het tot de categorie « standaardzaad » behoort;

2° indien het voldoet aan de voorwaarden bedoeld in bijlage II van dit besluit en;

3° indien het gaat om rassen die voorkomen op de nationale rassencatalogi of op de gemeenschappelijke rassenlijst.

§ 3. In afwijking van de bepalingen van § 1, punt 1, en § 2, punt 1, is de handel van niet-bewerkt zaad met het oog op zijn voorbereiding toegelaten, voor zover de identiteit ervan officieel gewaarborgd is.

Art. 4. § 1. Prebasiszaad en basiszaad dat niet voldoet aan de met betrekking tot de kiemkracht in bijlage II gestelde voorwaarden mag, in afwijking van het bepaalde in artikel 3, § 1, punt 2° en § 2, punt 2°, officieel gecertificeerd en in de handel worden gebracht op voorwaarde dat de leverancier een minimum bepaalde kiemkracht waarborgt. Wat de handel betreft, wordt die kiemkracht door de leverancier op een speciaal etiket samen met zijn naam en adres en het nummer van de partij vermeld.

§ 2. In het belang van een snelle voorziening met zaad, mag, in afwijking van het bepaalde in artikel 3, § 1, punt 2°, en § 2, punt 2°, « basiszaad » en « gecertificeerd zaad », waarbij het officiële onderzoek in verband met de in bijlage II opgesomde voorwaarden met betrekking tot de kiemkracht nog niet voltooid is, officieel gecertificeerd en in de handel gebracht worden. De goedkeuring geschiedt uitsluitend indien een verslag van de voorlopige analyse van het zaad wordt overgelegd en indien de naam en het adres van de eerste afnemer worden vermeld.

De leverancier moet de kiemkracht waarborgen die vastgesteld is bij de voorlopige analyse. Voor het in de handel brengen wordt die kiemkracht op een speciaal etiket met de naam en het adres van de leverancier alsook het referentienummer van de partij vermeld.

§ 3. De bepalingen van §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing op zaad dat wordt ingevoerd uit derde landen, behoudens in de gevallen bedoeld in artikel 15 betreffende de voortplanting buiten de Europese Gemeenschap.

Art. 5. § 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 3, § 1, 1° en § 2, 1°, worden de op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigde producenten ertoe gemachtigd om kleine hoeveelheden zaad voor wetenschappelijke of kweekdoeleinden in de handel te brengen.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van artikel 3, § 1 en § 2, kan de Dienst de producenten die op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd zijn, toestemming verlenen om voor een bepaalde tijd zaad in de handel te brengen van een ras waarvoor in ten minste één lidstaat reeds een aanvraag tot opname op de nationale rassencatalogi is ingediend en waarvoor specifieke technische gegevens zijn verstrekt. De bepalingen van Beschikking 2004/842/EG van de Commissie van 1 december 2004 tot vaststelling van uitvoeringsregels volgens welke de lidstaten toestemming kunnen geven voor het in de handel brengen van zaai- of pootgoed van rassen waarvoor de opname in de nationale rassenlijst voor landbouw- of groentegewassen is aangevraagd, zijn daartoe van toepassing.

Art. 6. De Minister kan om gegronde economische redenen, wat de inlandse productie betreft, voor de keuring van prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad van alle soorten bijkomende of strengere voorwaarden stellen dan die opgenomen in bijlagen I en II.

Art. 7. De voor de keuring eventueel vereiste beschrijving van de genealogische bestanddelen wordt, op verzoek van de kweker, geheim gehouden.

Art. 8. § 1. Prebasiszaad, basiszaad, gecertificeerd zaad en standaardzaad mogen slechts in de handel gebracht worden in voldoende homogene partijen en in een gesloten verpakking, die overeenkomstig artikelen 9 en 10 is voorzien van een sluitingssysteem en een merkteken.

§ 2. De Minister kan afwijkingen van § 1 voorzien voor het in de handel brengen van kleine hoeveelheden van dat zaad ten behoeve van de laatste gebruiker, voor wat betreft verpakking, sluitingssysteem en aanduiding.

§ 3. In afwijking van de bepalingen van § 1 kan de Minister de Waalse producenten toestemming geven om mengsels van standaardzaad van verschillende rassen van dezelfde soort in kleine verpakkingen in de handel te brengen. In dit geval worden de soorten en de regels betreffende de maximumafmetingen van de kleine verpakkingen alsook de etiketteringsvoorschriften volgens de beslissingen van de Europese Unie vastgesteld.

Art. 9. § 1. Verpakkingen van prebasiszaad, basiszaad en van gecertificeerd zaad, met uitzondering van kleine EG-verpakkingen van gecertificeerd zaad, zijn officieel of onder officieel toezicht zodanig gesloten dat ze niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of het in artikel 10, § 1, bedoelde officiële etiket of de verpakking sporen van manipulatie vertoont.

Voor een goede sluiting moet tenminste het officiële etiket in het sluitingssysteem worden verwerkt ofwel moet op de sluiting een officieel zegel worden aangebracht.

De in het tweede lid bedoelde maatregelen zijn niet beslist noodzakelijk voor een sluitingssysteem dat niet opnieuw kan worden gebruikt.

§ 2. Wanneer het officieel gesloten verpakkingen betreft, mag een, eventueel herhaalde, nieuwe sluiting slechts officieel of onder officieel toezicht geschieden. In dat geval wordt op het in artikelen 10, § 1, voorgeschreven etiket ook melding gemaakt van de laatste nieuwe sluiting, van de datum daarvan en van de dienst die haar heeft verricht.

§ 3. Verpakkingen van standaardzaad en kleine verpakkingen van gecertificeerd zaad, worden gesloten zodanig dat zij niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of het in artikel 10, § 2, bedoelde etiket of de verpakking sporen van manipulatie vertoont. Met uitzondering van kleine verpakkingen, worden zij bovendien door de voor het aanbrengen van de etiketten verantwoordelijke persoon van een loodje of een gelijkwaardige sluiting voorzien.

In het geval van kleine verpakkingen van de categorie « gecertificeerd zaad » mag een eventueel herhaalde, nieuwe sluiting slechts onder officieel toezicht geschieden.

§ 4. Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie, kan de minister afwijkingen van §§ 1 en 2 vaststellen voor kleine verpakkingen van basiszaad, gesloten op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 10. § 1. Verpakkingen van basiszaad en gecertificeerd zaad behalve kleine EG-verpakkingen van gecertificeerd zaad :

1° zijn aan de buitenkant voorzien van een nog niet gebruikt officieel etiket dat voldoet aan de vereisten van bijlage IV, deel A en waarvan de gegevens gesteld zijn in één van de officiële talen van de Europese Unie. Bij doorzichtige verpakkingen, mag het etiket zich binnenin bevinden, op voorwaarde dat het door de verpakking heen kan worden gelezen. De kleur van het etiket is wit voor basiszaad en blauw voor gecertificeerd zaad.

Als in het etiket een gaatje is gemaakt, wordt bij de bevestiging van dat etiket steeds een officieel zegel gebruikt.

Indien, in het geval als bedoeld in artikel 4, het basiszaad niet voldoet aan de voorwaarden van bijlage II, met betrekking tot de kiemkracht, is dit op het etiket vermeld.

Het gebruik van officiële kleefetiketten is toegestaan.

Volgens de beslissingen van de Europese Unie mag worden toegestaan dat de voorgeschreven aanduidingen onder officieel toezicht onuitwisbaar op de verpakking worden aangebracht volgens het model van het etiket;

2° bevatten binnenin een officieel certificaat in de kleur van het etiket en met ten minste de in bijlage IV, deel A, sub a), punten 4 tot 7 voor het etiket voorgeschreven gegevens. Het certificaat moet een zodanige vorm hebben dat het niet kan worden verward met het in punt 1° bedoelde etiket. Het certificaat is niet vereist wanneer de gegevens onuitwisbaar op de verpakking zijn aangebracht of wanneer, overeenkomstig punt 1°, het etiket zich aan de binnenkant van de doorzichtige verpakking bevindt dan wel een kleefetiket of een etiket van scheurvrij materiaal wordt gebruikt.

§ 2. Verpakkingen van standaardzaad en kleine verpakkingen met zaad van de categorie gecertificeerd zaad worden overeenkomstig bijlage IV, deel B, voorzien van een etiket van de leverancier of van een gedrukte of gestempelde tekst, gesteld in een van de officiële talen van de Europese Unie. De kleur van het etiket is blauw voor gecertificeerd zaad en donkergeel voor standaardzaad.

Behalve in geval van kleine verpakkingen standaardzaad moeten de op grond van dit lid voorgeschreven of toegestane gegevens duidelijk worden gescheiden van de andere gegevens die op het etiket of de verpakking worden verstrekt, met inbegrip van die bedoeld in artikel 11.

§ 3. Voor de rassen die op 1 juli 1970 algemeen bekend waren, mag bovendien melding worden gemaakt van een bepaalde instandhouding. Het is verboden melding te maken van bijzondere eigenschappen die verband houden met de instandhouding. Deze vermelding moet volgen op de naam van het ras, waarvan zij duidelijk gescheiden wordt, bij voorkeur door middel van een streepje. Deze vermelding mag niet opvallender zijn dan de naam van het ras.

§ 4. Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie, kan de Minister afwijkingen van §§ 1 en 2 vaststellen voor kleine verpakkingen van basiszaad, gesloten op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 11. § 1. In andere dan de in dit besluit bedoelde gevallen zijn de verpakkingen van basiszaad, van gecertificeerd zaad van alle soorten of van standaardzaad voorzien van een etiket van de leverancier (in de vorm van een apart etiket, naast het officiële etiket, of in de vorm van op de verpakking zelf gedrukte informatie van de leverancier).

Welke gegevens op dat etiket moeten worden vermeld, wordt volgens de beslissingen van de Europese Unie vastgesteld.

§ 2. Voor basiszaad en gecertificeerd zaad moet het etiket of de in § 1 bedoelde opgedrukte vermelding zo zijn opgesteld dat geen verwarring kan optreden met het in artikel 10, § 1, bedoelde officiële etiket.

Art. 12. De verpakkingen van prebasiszaad zijn aan de buitenkant voorzien van een officieel etiket waarop ten minste de in bijlage IV, punt A, bedoelde gegevens, alsmede het aantal generaties dat aan het zaad van de categorie « gecertificeerd zaad » voorafgaat, zijn vermeld.

Het etiket is wit van kleur en heeft een diagonaal lopende paarse streep. Indien, in het geval als bedoeld in artikel 3, § 2, het zaad niet voldoet aan de voorwaarden van bijlage II, met betrekking tot de kiemkracht, is dit op het etiket vermeld.

Art. 13. Voor zaad van een ras dat genetisch is gemodificeerd, moet op elk etiket dat op de partij zaad is aangebracht, of op elk al dan niet officieel document dat krachtens het bepaalde in dit besluit deze partij vergezelt, duidelijk zijn vermeld dat het ras genetisch is gemodificeerd.

Art. 14. § 1. In geval van een chemische behandeling van het basiszaad, het gecertificeerd zaad of het standaardzaad moet hiervan op het officiële etiket dan wel op een etiket van de leverancier alsmede op of in de verpakking melding zijn gemaakt. Bij kleine EG-verpakkingen kan deze vermelding rechtstreeks op of aan de binnenkant van de verpakking worden aangebracht.

§ 2. Het is verboden zaaizaad in de handel te brengen dat chemisch werd behandeld met een product dat hiertoe niet werd erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik. Voor zaaizaad dat reeds chemisch behandeld wordt ingevoerd, volstaat evenwel dat de werkzame bestanddelen werden toegelaten overeenkomstig de voormelde reglementering.

Art. 15. § 1. Het groentezaad dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of gecertificeerd zaad dat officieel is goedgekeurd in één of meer lidstaten of in een derde land dat krachtens artikel 16 gelijkstelling heeft verkregen, of dat rechtstreeks afkomstig is van kruising van basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een lidstaat met basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een dergelijk derde land, en dat in een andere lidstaat geogoogst is, kan op verzoek en onverminderd de bepalingen van dit besluit officieel in elke lidstaat worden goedgekeurd als gecertificeerd zaad, wanneer het is onderworpen aan een veldkeuring die voldoet aan de in bijlage I, voor de betrokken categorie vermelde voorwaarden en wanneer bij een officieel onderzoek is vastgesteld dat het voldoet aan de in bijlage II voor dezelfde categorie vastgestelde voorwaarden.

Wanneer in dergelijke gevallen het zaad rechtstreeks is gewonnen uit officieel goedgekeurd zaad van generaties die aan het basiszaad voorafgaan, kan de Dienst ook machtiging verlenen voor de officiële goedkeuring als basiszaad, wanneer voldaan is aan de voor deze categorie vastgestelde voorwaarden.

§ 2. Groentezaad dat in de Europese Unie geoogst is en bestemd is voor goedkeuring overeenkomstig § 1 moet :

1° worden verpakt en voorzien van een officieel etiket dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage V, deel A en B, overeenkomstig de bepalingen van artikel 9, § 1;

2° vergezeld gaan van een officieel document dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage V, deel C.

§ 3. Het groentezaad dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of gecertificeerd zaad dat officieel is goedgekeurd in één of meer lidstaten of in een derde land dat krachtens artikel 16, § 1, gelijkstelling heeft verkregen, of dat rechtstreeks afkomstig is van kruising van basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een lidstaat met basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een dergelijk derde land, en dat in derde land geoogst is, kan op verzoek als gecertificeerd zaad officieel worden goedgekeurd in elke lidstaat, waarin het basiszaad ofwel voortgebracht is ofwel officieel gecertificeerd is, als het is onderworpen aan een veldkeuring die voldoet aan de voorwaarden die voor de betrokken categorie zijn vastgesteld in een krachtens artikel 16, § 1, vastgestelde beschikking betreffende de gelijkstelling, en wanneer bij een officieel onderzoek is vastgesteld dat het voldoet aan de in bijlage II voor dezelfde categorie vastgestelde voorwaarden.

Art. 16. § 1. Groentezaad, ander dan prebasiszaad, dat in een land dat geen lid is van de Europese Unie is geoogst, mag enkel in de handel gebracht worden indien de Raad van de Europese Unie vooraf heeft vastgesteld dat het zaad dezelfde waarborgen biedt ten aanzien van de eigenschappen daarvan, alsmede van de toepassing van de maatregelen betreffende het onderzoek, de verzekering van de identiteit, de aanduiding en de controle, in dit opzicht gelijkwaardig is aan basiszaad, aan gecertificeerd zaad en aan standaardzaad dat binnen de Europese Unie is geoogst en beantwoordt aan de bepalingen van dit besluit.

Bovendien, moeten, in voorkomend geval, de door de Europese Unie vastgestelde bijzondere voorwaarden zijn vervuld.

§ 2. De bepalingen van § 1 zijn eveneens van toepassing :

1° op prebasiszaad, met dien verstande dat dit zaad alleen in de handel mag worden gebracht als de gelijkwaardigheid voor het basiszaad werd vastgesteld.

2° op het zaaizaad dat werd geoogst in iedere nieuwe lidstaat gedurende de periode vanaf zijn toetreding tot het tijdstip waarop hij aan de wetgevende, reglementaire of administratieve bepalingen in werking moet stellen om aan de bepalingen van Richtlijn 2002/55/EG te voldoen.

Art. 17. § 1. Ten einde elke tijdelijke moeilijkheid op te heffen die zich voordoet bij de algemene voorziening met basiszaad, gecertificeerd zaad of standaardzaad in de Europese Unie die niet op een andere manier kan worden overwonnen, kan de Dienst, overeenkomstig de beslissingen van de Europese Commissie, voor een vastgestelde periode, in de voor het oplossen van de voorzieningsmoeilijkheden nodige hoeveelheden zaad van een categorie waaraan minder strenge eisen zijn gesteld, of zaad van rassen die noch in de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen noch in de nationale rassencatalogus voorkomen, op het hele grondgebied van de Europese Unie tot de handel toelaten.

§ 2. Wanneer het een categorie zaad van een bepaald ras betreft, is het officiële etiket of het etiket van de leverancier het etiket dat voor de overeenkomstige categorie is vastgesteld, in het geval van zaad van rassen die niet op de in § 1 bedoelde lijsten voorkomen, is het officiële etiket bruin van kleur.

Op het etiket moet steeds worden vermeld dat het zaad betreft van een categorie waarvoor minder strenge eisen gelden.

Art. 18. De Minister kan de bijlagen bij dit besluit aanvullen en wijzigen overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie.

HOOFDSTUK III. — *De keuring*

Art. 19. De Dienst is belast met de uitvoering van de controle op de productie van inlands zaad. Deze controle omvat :

1° het onderzoek naar de ontvankelijkheid van de aanvragen tot keuring van teelten bestemd voor de productie van zaaizaad;

2° de keuring van het gewas op het veld;

3° het toezicht op de geoogste producten bij het vervoer, de inontvangstname, het opslaan, het bereiden en het conditioneren;

4° het onderzoek in laboratoria;

5° het toezicht op het verrichten van de officiële sluitingen en het aanbrengen van officiële etiketten en certificaten, overeenkomstig het bepaalde in artikelen 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 en 17.

6° de controle op de monsternemingen en op de onderzoeken die onder officiële controles zoals bedoeld in artikel 20 verricht zijn.

De Dienst is eveneens belast met de controle op het zaaizaad bedoeld in artikel 3, § 3.

De keuring schept voor de Dienst geen enkele specifieke verantwoordelijkheid waarop een eis tot schadevergoeding zou kunnen gegrond worden.

Art. 20. § 1. Het in artikel 1, § 1, punt 4, *d*) en punt 5, *d*), bedoelde onderzoek onder officieel toezicht moet aan volgende eisen voldoen :

1° de keurmeesters :

a) moeten over de nodige technische vakbekwaamheid beschikken;

b) mogen geen persoonlijk voordeel halen uit de door hen uitgevoerde keuringen;

c) zijn officieel erkend door de dienst. Dat houdt in dat ze ofwel beëdigd zijn, ofwel dat ze een verklaring hebben ondertekend waarin zij zichzelf ertoe verbinden de regels voor officiële onderzoeken in acht te nemen;

d) moeten de keuringen onder officieel toezicht uitvoeren overeenkomstig de regels die voor officiële keuringen gelden;

2° het te keuren zaadgewas wordt geproduceerd uit zaad waarop een officiële nacontrole is uitgevoerd waarvan de resultaten bevredigend waren;

3° een gedeelte van het zaad wordt door officiële keurmeesters gecontroleerd. Dat gedeelte is minstens gelijk aan 5 %;

4° een gedeelte van de monsters van het van de zaadgewassen geoogste zaad wordt gebruikt voor officiële nacontrole en, zo nodig, voor officiële laboratoriumtesten om de rasechtheid en -zuiverheid van het zaad te controleren;

5° de Dienst stelt de straffen vast voor officieel erkende keurmeesters die schuldig worden bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Een straf kan intrekking inhouden van de in 1°, *c*, bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van het betrokken onderzochte zaad nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen ter zake voldoet.

§ 2. Bij het onderzoek van het zaad met het oog op de goedkeuring gebeurt de bemonstering officieel of onder officieel toezicht volgens de vigerende internationale methoden of bij gebrek volgens de door de Minister vastgestelde methoden. De monsterneming met het oog op controles overeenkomstig artikel 22 wordt evenwel officieel uitgevoerd.

De bemonstering gebeurt uit homogene partijen. Het maximumgewicht van een partij en het minimumgewicht van een monster worden in bijlage III vermeld. Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel wordt onder een homogene partij verstaan een hoeveelheid die een eenheid vormt en waarvan aangenomen wordt dat ze uniforme kenmerken bezit.

Deze bepalingen zijn ook van toepassing wanneer monsters van standaardzaad voor controle achteraf worden genomen.

Wanneer de bemonstering van zaad onder officieel toezicht wordt verricht, worden de volgende voorwaarden vervuld :

1° de bemonstering van het zaad wordt verricht door monsternemers die daartoe door de Dienst erkend zijn, onder de voorwaarden bedoeld in de punten 2°, 3° en 4°;

2° de monsternemers moeten over de nodige technische vakbekwaamheid beschikken, verworven in het kader van vormingscursussen die georganiseerd zijn onder voorwaarden toepasselijk op officiële zaadmonsternemers en die met officiële onderzoeken afgesloten zijn;

3. de monsternemers van zaad zijn :

a) zelfstandige natuurlijke personen;

b) personen tewerkgesteld door natuurlijke personen of rechtspersonen waarvan de activiteiten de productie van zaad, de teelt van zaad, de behandeling van zaad of het in handel brengen van zaad niet tot voorwerp hebben, of

c) personen tewerkgesteld door natuurlijke personen of rechtspersonen waarvan de activiteiten de productie van zaad, de teelt van zaad, de behandeling van zaad of het in handel brengen van zaad tot voorwerp hebben.

In het geval bedoeld in punt *c*) mag een monsterner slechts monsters nemen op partijen zaad die namens zijn werkgever voortgebracht worden, behalve andersluidende bepalingen overeengekomen tussen zijn werkgever, de aanvrager van een certificering en de Dienst;

4° het werk van monsternemers is onderworpen aan een door de Dienst uitgevoerde geschikte controle. In geval van automatische monsterneming moeten gepaste procedures worden nageleefd en het voorwerp uitmaken van een officiële controle;

5° met het oog op de in punt 4° bedoelde controle maakt een deel van de zaadpartijen voorgesteld voor de officiële certificering het voorwerp uit van een controleproef door officiële monsternemers van zaad. Dat deel wordt uit principe zo evenredig mogelijk verdeeld onder de natuurlijke en rechtspersonen die zaad voorstellen met het oog op certificering; het kan ook tot doel hebben sommige twijfels weg te werken. Genoemd deel bedraagt minstens 5 %. Die controleproeven zijn niet van toepassing op de automatische monsterneming.

De Dienst vergelijkt de officiële afgenomen zaadmonsters met die van dezelfde partij die onder officieel toezicht werden afgenomen;

6° de Dienst stelt de straffen vast voor officieel erkende monsternemers die schuldig worden bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Een straf kan intrekking inhouden van de in 1° bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van de onderzochte gewassen nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen ter zake voldoet.

7° overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie kan de Minister andere maatregelen nemen voor de bemonsteringen van zaad onder officieel toezicht.

§ 3. De in artikel 1, § 1, punten 4, *d*) en 5, *d*), bedoelde officiële zaadonderzoeken of onderzoeken onder officieel toezicht vinden plaats volgens de gebruikelijke internationale methoden of bij ontstentenis hiervan, volgens de methoden die door de Minister worden vastgesteld.

Niettegenstaande het groentezaad wordt de in § 1 bedoelde analyse van mechanische zuiverheid en van de kiemkracht alleen uitgevoerd als een twijfel ter zake bestaat.

De onderzoeken van zaad onder officieel toezicht voldoen aan volgende voorwaarden :

1° ze moeten worden uitgevoerd onder de voorwaarden bedoeld in 2° tot 4° door onderzoekslaboratoria die door de Dienst daartoe erkend zijn;

2° het laboratorium belast met zaadonderzoek moet beschikken over een hoofdanalist die rechtstreeks verantwoordelijk is voor de technische verrichtingen en die de vereiste bekwaamheden heeft voor het technisch beheer van een dergelijk laboratorium.

De zaadanalisten moeten de vereiste technische bekwaamheid hebben, verkregen in het kader van opleidingscursussen die georganiseerd zijn onder de voorwaarden toepasselijk op officiële zaadanalisten en die afgesloten zijn met officiële examens.

Het laboratorium is gevestigd in lokalen en is voorzien van uitrustingen die door de Dienst officieel beschouwd zijn als voldoende voor het zaadonderzoek, in het toepassingsgebied van de goedkeuring;

3° het met het onderzoek van zaad belaste laboratorium is :

- a) een zelfstandig laboratorium, of
- b) een laboratorium dat toebehoort aan een zaadbedrijf.

In het in punt *b)* bedoelde geval mag het laboratorium enkel zaadonderzoeken uitvoeren op partijen die geproduceerd worden in naam van het zaadbedrijf waaraan het toebehoort, behoudens andersluidende bepalingen overeengekomen tussen genoemd bedrijf, de aanvrager van de certificering en de overheid belast met de certificering van zaad;

4° de door het laboratorium uitgevoerde onderzoeken zijn onderworpen aan een gepaste controle van de Dienst;

5° met het oog op de in punt 4° bedoelde controle maakt een bepaald deel van de zaadpartijen voorgesteld voor de officiële certificering het voorwerp uit van een controleonderzoek in de vorm van een officieel onderzoek van zaad. Dat deel wordt uit principe zo evenredig mogelijk verdeeld onder de natuurlijke en rechtspersonen die zaad voorstellen met het oog op certificering en onder de voorgestelde soorten; het kan ook tot doel hebben sommige twijfels weg te werken. Genoemd deel bedraagt minstens 5 %;

6° de Dienst stelt de straffen vast voor een onderzoekslaboratorium dat schuldig wordt bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Een straf kan intrekking inhouden van de in punt 1° bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van het onderzochte zaad nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen ter zake voldoet.

Art. 21. De Minister stelt een keurings- en certificeringsreglementering van groentezaad en cichorei voor de industrie vast :

1° de procedures en bepalingen met betrekking tot de controle, bedoeld in artikel 19;

2° de voorwaarden waaraan de natuurlijke of rechtspersonen moeten voldoen om gerechtigd te zijn een aanvraag tot keuring in te dienen voor teelten bestemd voor de productie van zaaizaad en de geogste producten te onderwerpen aan de controles bedoeld in artikel 19.

Art. 22. Door officiële steekproeven wordt nagegaan of het in de handel gebrachte zaad van groentegewassen en cichorei voor de industrie beantwoordt aan de Europese regelgeving.

Het officiële zaadonderzoek vindt plaats volgens de gebruikelijke internationale methoden of bij ontstentenis hiervan, volgens de methoden die door de Minister worden vastgesteld.

De bemonstering geschiedt uit homogene partijen en het maximumgewicht van een partij wordt vermeld in bijlage III.

Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel wordt onder homogene partijen verstaan een hoeveelheid zaad die een eenheid vormt en waarvan aangenomen wordt dat ze uniforme kenmerken bezit.

Art. 23. Onverminderd het vrije verkeer van zaad binnen de Europese Unie neemt de Minister de nodige maatregelen opdat hij bij het in de handel brengen van uit derde landen ingevoerde hoeveelheden zaad van meer dan 2 kg van de volgende gegevens in kennis wordt gesteld :

- 1° het soort :
- 2° het ras;
- 3° de categorie;
- 4° het land van productie en de officiële controledienst,
- 5° het land van vervoer;
- 6° de vervoerder;
- 7° de hoeveelheid zaaizaad.

Art. 24. § 1. Om rekening te houden met de ontwikkelingen op de volgende gebieden, en volgens voorschriften van de Europese Unie, kan de Minister specifieke voorwaarden vaststellen :

- 1° waaronder chemisch behandeld zaad in de handel mag worden gebracht;
- 2° waaronder zaad in de handel mag worden gebracht in verband met de instandhouding in situ en het duurzaam gebruik van plantaardige genetische hulpbronnen, met inbegrip van zaadmengsels van soorten waaronder ook soorten die zijn opgenomen in artikel 1 van Richtlijn 2002/53/EG en die worden geassocieerd met specifieke natuurlijke en seminatuurlijke habitats en worden bedreigd door genetische erosie;
- 3° waaronder voor de biologische teelt geschikt zaad in de handel mag worden gebracht.

§ 2. De in § 1, punt 2°, bedoelde specifieke voorwaarden omvatten de volgende punten :

- 1° het zaad van deze soorten is van een bekende herkomst die erkend is door de Dienst voor het in de handel brengen in bepaalde gebieden;
- 2° passende kwantitatieve beperkingen.

Art. 25. De minimumgewichten vermeld in bijlage III, 2, van dit besluit zijn niet van toepassing op de monsternemingen die uitsluitend worden verricht met het oog op de steekproefsgewijze controle van de kiemkracht van het in de handel gebracht zaaizaad.

Art. 26. Voor de overeenstemming van het groentezaad en het zaad van cichorei voor de industrie met de voorschriften van dit besluit zijn verantwoordelijk, behoudens de mogelijkheid van rechtvaardiging :

1° als het gaat om een etiket bedoeld in bijlage IV, A :

a) degene voor wiens rekening de keuringsdienst de eerste officiële sluiting heeft verricht, of de invoerder als dit etiket de naam van een vreemde keuringsdienst draagt, indien echter de verpakkingen in het binnenland een nieuwe officiële sluiting ondergaan hebben;

b) degene voor wiens rekening de laatste officiële sluiting werd verricht, is verantwoordelijk wat de kiemkracht betreft;

2° als het gaat om een etiket bedoeld in bijlage IV, B, degene wiens naam is aangegeven op het etiket of de invoerder, indien het etiket de naam van een vreemde leverancier draagt;

3° de eigenaar of de houder, in de andere gevallen.

De verantwoordelijkheid van in punten 1° en 2° genoemde personen vervalt evenwel wanneer de verpakkingen werden geopend, anders dan om een nieuwe officiële sluiting te ondergaan, of wanneer na onderzoek is bewezen dat door de schuld van de koper-houder de waar niet meer in normale staat van goede bewaring is of haar oorspronkelijke kiemkracht heeft verloren.

Art. 27. De termijn, waarvoor de bij artikel 6 van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt bedoelde overheidspersonen, op grond van artikel 13 van die wet, de bij dit besluit gereglementeerde producten bij administratieve maatregel voorlopig in beslag mogen nemen, is vastgesteld op drie maanden.

Art. 28. De facturen, contracten, catalogi, omzendbrieven, offerten voor verkoop en andere gelijkaardige documenten moeten de vermeldingen dragen welke zijn voorgeschreven, naargelang het geval, in bijlage IV, A, a), 5, 6 en 7 of in bijlage IV, B, a), 4, 5 en 6.

Art. 29. De bereiders, invoerders en verkopers moeten de aankoopfactuur, een afschrift van de verkoopfactuur en de vervoersdocumenten, gedurende drie jaar, vanaf 1 januari van het jaar dat op hun datum volgt, bewaren ten einde ze zonder verplaatsing aan de ambtenaren belast met het toezicht over de toepassing van dit besluit, op hun verzoek voor te leggen.

Art. 30. § 1. Indien bij de controle achteraf te velde herhaaldelijk wordt vastgesteld dat zaad van een ras niet voldoende beantwoordt aan de voorwaarden met betrekking tot de rasechtheid of de raszuiverheid, kan de Dienst degene die voor het in de handel brengen van het zaad verantwoordelijk is, geheel of gedeeltelijk en eventueel voor een bepaalde periode verbieden dit zaad in de handel te brengen.

§ 2. De krachtens § 1 getroffen maatregelen worden pas ingetrokken wanneer met voldoende zekerheid is gebleken dat het voor de handel bestemde zaad in de toekomst zal beantwoorden aan de voorwaarden met betrekking tot de rasechtheid en de raszuiverheid.

Art. 31. De inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft in overeenstemming met hetgeen is bepaald in de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt. De bepalingen van het koninklijk besluit van 7 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 10 van genoemde wet, zijn ook van toepassing.

Voor de toepassing van dit besluit, is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest en, bij verhindering, zijn plaatsvervanger.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 32. Het koninklijk besluit van 2 mei 2001 houdende reglementering van de handel in en de keuring van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen wordt opgeheven.

Art. 33. Het ministerieel besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van een keurings- en certificeringsreglement van groentezaad en cichorei voor de industrie, blijft van toepassing totdat het uitdrukkelijk wordt vervangen.

Art. 34. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 35. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE I

VOORWAARDEN VOOR GOEDKEURING TEN AANZIEN VAN HET GEWAS

1. Het gewas moet voldoende rasecht en raszuiver zijn.
2. Voor basiszaad dient ten minste één officiële veldkeuring plaats te vinden. Voor gecertificeerd zaad vindt ten minste één veldkeuring plaats, welke voor ten minste 20 % van de percelen per soort officieel steekproefsgewijs wordt gecontroleerd.
3. De staat waarin het vermeerderingsveld zich bevindt en de stand van het gewas moeten een voldoende controle van de rasechtheid, de raszuiverheid en de gezondheidstoestand mogelijk maken.
4. De minimumafstand tot in de buurt liggende gewassen die kunnen leiden tot ongewenste vreemdbestuiwing, bedraagt voor :

<i>A. Beta vulgaris</i>	
1. Ten aanzien van een hieronder niet genoemde bestuivingsbron van het geslacht Beta	1000 meter
2. Ten aanzien van andere bronnen van stuifmeel van rassen van dezelfde ondersoort die tot dezelfde rassengroep behoort :	
<i>a)</i> voor basiszaad	1000 meter
<i>b)</i> voor gecertificeerd zaad	600 meter
3. Ten aanzien van andere bronnen van stuifmeel van rassen van dezelfde ondersoort die tot dezelfde rassengroep behoort :	
<i>a)</i> voor basiszaad	600 meter
<i>b)</i> voor gecertificeerd zaad	300 meter
<i>B. Brassicagewassen :</i>	
1. Ten aanzien van bronnen van vreemd stuifmeel dat een ernstige schadelijke invloed kan uitoefenen op de rassen van de Brassicagewassen :	
<i>a)</i> voor basiszaad	1000 meter
<i>b)</i> voor gecertificeerd zaad	600 meter
Ten aanzien van andere bronnen van vreemd stuifmeel waardoor kruising met de rassen van de Brassicagewassen mogelijk wordt :	
<i>a)</i> voor basiszaad	500 meter
<i>b)</i> voor gecertificeerd zaad	300 meter
<i>C. Cichorei voor de industrie</i>	
1. Ten aanzien van andere soorten van dezelfde geslachten of ondersoorten	1000 meter
2. Ten aanzien van een ander ras van cichorei voor de industrie :	
<i>a)</i> voor basiszaad	600 meter
<i>b)</i> voor gecertificeerd zaad	300 meter
<i>D. Andere soorten</i>	
1. Ten aanzien van bronnen van vreemd stuifmeel dat een ernstige schadelijke invloed kan uitoefenen op rassen van andere gewassen, door kruisbestuiving verkregen :	
<i>a)</i> voor basiszaad	500 meter
<i>b)</i> voor gecertificeerd zaad	300 meter
2. Ten aanzien van andere bronnen van vreemd stuifmeel waardoor kruising met rassen van andere gewassen, door kruisbestuiving verkregen, mogelijk wordt :	
<i>a)</i> voor basiszaad	300 meter
<i>b)</i> voor gecertificeerd zaad	100 meter
Deze afstanden hoeven niet in acht te worden genomen als er voldoende bescherming tegen ongewenste kruisbestuiving aanwezig is.	

5. De aanwezigheid van ziekten en schadelijke organismen die de waarde voor het gebruik als zaad verminderen, moet zoveel mogelijk beperkt zijn

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE II

VOORWAARDEN WAARAAN HET ZAAD MOET VOLDOEN

1. Het zaad moet voldoende rasecht en raszuiver zijn.
2. De aanwezigheid van ziekten en schadelijke organismen die de waarde voor het gebruik als zaad verminderen, moet zoveel mogelijk beperkt zijn.
3. Het zaad moet bovendien aan de volgende voorwaarden voldoen :
 - a) Normen

Soorten	Minimum mechanische zuiverheid (% van het gewicht)	Maximumpercentage zaden van andere plantensoorten (% van het gewicht)	Minimumkiemkracht (% van de zuivere zaden of kluwens)
<i>Allium cepa</i>	97	0,5	70
<i>Allium porrum</i>	97	0,5	65
<i>Anthriscus cerefolium</i>	96	1	70
<i>Apium graveolens</i>	97	1	70
<i>Asparagus officinalis</i>	96	0,5	70
<i>Beta vulgaris</i> (Cheltenham beet)	97	0,5	50 (kluwens)
<i>Beta vulgaris</i> (ander dan Cheltenham beet)	97	0,5	70 (kluwens)
<i>Brassica oleracea</i> (bloemkool)	97	1	70
<i>Brassica oleracea</i> (andere ondersoorten)	97	1	75
<i>Brassica pekinensis</i>	97	1	75
<i>Brassica rapa</i>	97	1	80
<i>Caspium anuum</i>	97	0,5	65
<i>Cichorium intybus</i> (partim) (witlof, blad-cichorei)	95	1,5	65
<i>Cichorium intybus</i> (partim) (cichorei voor de industrie)	97	1	80
<i>Cichorium endivia</i>	95	1	65
<i>Citrullus lanatus</i>	98	0,1	75
<i>Cucumis melo</i>	98	0,1	75
<i>Cucumis sativus</i>	98	0,1	80
<i>Cucurbita maxima</i>	98	0,1	80
<i>Cucurbita pepo</i>	98	0,1	75
<i>Cynara cardunculus</i>	96	0,5	65
<i>Daucus carota</i>	95	1	65
<i>Foeniculum vulgare</i>	96	1	70
<i>Lactuca sativa</i>	95	0,5	75
<i>Lycopersicon lycopersicum</i>	97	0,5	75
<i>Petroselinum crispum</i>	97	1	65
<i>Phaseolus coccineus</i>	98	0,1	80
<i>Phaseolus vulgaris</i>	98	0,1	75
<i>Pisum sativum</i>	98	0,1	80
<i>Raphanus sativus</i>	97	1	70
<i>Scorzonera hispanica</i>	95	1	70
<i>Solanum melongena</i>	96	0,5	65
<i>Spinacia oleracea</i>	97	1	75
<i>Valerianella locusta</i>	95	1	65
<i>Vicia faba</i>	98	0,1	80

b) Aanvullende voorwaarden

1. Zaad van vlinderbloemigen mag niet door de volgende levende insecten zijn aangetast :

Acanthoscelides obtectus Sag.

Bruchus affinis Froel.

Bruchus atomarius L.

Bruchus pisorum L.

Bruchus rufimanus Boh.

2. Het zaad mag niet door levende mijten zijn aangetast.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
LUTGEN

BIJLAGE III

GEWICHT VAN DE PARTIJEN EN MONSTERS

1. Maximumgewicht van een partij zaaizaad :	
a) zaad van <i>Phaseolus vulgaris</i> , <i>Pisum sativum</i> en <i>Vicia</i>	25 ton
b) zaad van tenminste de grootte van tarwekorrels heeft, behalve <i>Phaseolus vulgaris</i> , <i>Pisum sativum</i> en <i>Vicia faba</i>	20 ton
c) zaad dat kleiner is dan een tarwekorrel	10 ton
Het maximumgewicht mag met ten hoogste 5 % worden overschreden.	
2. Minimumgewicht van een monster	
Soort	Gewicht (in g)
<i>Allium cepa</i>	25
<i>Allium porrum</i>	20
<i>Anthriscus cerefolium</i>	20
<i>Apium graveolens</i>	5
<i>Asparagus officinalis</i>	100
<i>Beta vulgaris</i>	100
<i>Brassica oleracea</i>	25
<i>Brassica pekinensis</i>	20
<i>Brassica rapa</i>	20
<i>Caspium anuum</i>	40
<i>Cichorium intybus</i> (partim) (witlof, bladcichorei)	15
<i>Cichorium intybus</i> (partim) (cichorei voor de industrie)	50
<i>Cichorium endivia</i>	15
<i>Citrullus lanatus</i>	250
<i>Cucumis melo</i>	100
<i>Cucumis sativus</i>	25
<i>Cucurbita maxima</i>	250
<i>Cucurbita pepo</i>	150
<i>Cynara cardunculus</i>	50
<i>Daucus carota</i>	10
<i>Foeniculum vulgare</i>	25
<i>Lactuca sativa</i>	10
<i>Lycopersicon lycopersicum</i>	20
<i>Petroselinum crispum</i>	10
<i>Phaseolus coccineus</i>	1000
<i>Phaseolus vulgaris</i>	700
<i>Pisum sativum</i>	500
<i>Raphanus sativus</i>	50
<i>Scorzonera hispanica</i>	30
<i>Solanum melongena</i>	20
<i>Spinacia oleracea</i>	75
<i>Valerianella locusta</i>	20
<i>Vicia faba</i>	1000

Voor de F-1 hybriderassen van voornoemde soorten kan het minimumgewicht van het monster verminderd worden tot één vierde van het aangegeven gewicht. Het monster moet echter ten minste een gewicht van 5 g hebben en ten minste 400 zaden bevatten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE IV

ETIKET

A Officieel etiket (basiszaad en gecertificeerd zaad, met uitzondering van kleine verpakkingen)

I. Te vermelden gegevens

1. « EG-regels en normen »
2. Keuringsdienst en lidstaat of desbetreffend kenteken
3. Maand en jaar van de sluiting, op de volgende wijze aangegeven « gesloten in... » (maand en jaar), of maand en jaar van de laatste officiële monsterneming ten behoeve van de certificering, op de volgende wijze aangegeven : « monster genomen in... (maand en jaar) ».
4. Partijnummer
5. Soort, tenminste in Latijns schrift aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, dan wel de gewone benaming, of beide.
6. Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift
7. Categorie
8. Producerend land
9. Opgegeven netto- of brutogewicht of opgegeven aantal zuivere zaden
10. Wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhulsels of andere vaste toevoegingsmiddelen worden gebruikt, de aard van het toevoegingsmiddel en de approximatieve verhouding tussen het gewicht van de kluwens of zuiver zaad en het totale gewicht

11. Bij rassen die hybriden of ingeteelde stammen zijn :

voor basiszaad waarvan de hybride of de ingeteelde stam waartoe het zaad behoort, officieel aanvaard is overeenkomstig het bepaalde in deze richtlijn : de naam van deze kruisingspartner, waaronder het officieel is aanvaard, met of zonder verwijzing naar het uiteindelijke ras, waaraan in geval van hybriden of ingeteelde stammen die uitsluitend bestemd zijn voor gebruik als kruisingspartner voor de uiteindelijke rassen, het woord « kruisingspartner » wordt toegevoegd;

voor basiszaad in andere gevallen : de naam van de kruisingspartner waartoe het basiszaad behoort, die in code mag worden gegeven, met daarbij een verwijzing naar het uiteindelijke ras, met of zonder vermelding van de functie (mannelijk of vrouwelijk), waaraan het woord « kruisingspartner » wordt toegevoegd;

- voor gecertificeerd zaad : de naam van het ras waartoe het zaad behoort, met daarbij het woord « hybride ».

12. Waar tenminste voor de kiemkracht nacontrole werd verricht, mogen de woorden « nacontrole verricht in » (maand en jaar) worden vermeld.

II. Minimale afmetingen :

110 mm x 67 mm.

B. Etiket van de leverancier of tekst op de verpakking (standaardzaad en kleine verpakkingen van de categorie « gecertificeerd zaad »)

I. Te vermelden gegevens :

1. « EG-systeem »;
2. Naam en adres of kenmerk van de voor het aanbrengen van de etiketten verantwoordelijke persoon;
3. Verkoopseizoen van de sluiting of van het laatste onderzoek van de kiemkracht Het einde van dit verkoopseizoen kan worden aangegeven.
4. Soort, tenminste vermeld in Latijns schrift.
5. Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift.
6. Categorie; bij kleine verpakkingen kan gecertificeerd zaad worden aangeduid met de letters « C » of « Z » en standaardzaad met de letters « St ».

7. Referentienummer, opgegeven door de voor het aanbrengen van de etiketten verantwoordelijke — voor standaardzaad.

8. Referentienummer om de gecertificeerde partij te kunnen identificeren voor gecertificeerd zaad.

9. Opgegeven netto- of brutogewicht of opgegeven aantal zuivere zaden, behalve voor kleine verpakkingen tot 500 gram.

10. Wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhulsels of andere vaste toevoegingsmiddelen worden gebruikt, de aard van het toevoegingsmiddel en de approximatieve verhouding tussen het gewicht van de kluwens of zuiver zaad en het totale gewicht.

II. Minimumafmetingen van het etiket (behalve voor kleine verpakkingen)

110 mm x 67 mm.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

BIJLAGE V

ETIKET EN DOCUMENT VOOR NIET-DEFINITIEF GOEDGEKEURD ZAAD DAT IS GEOOGST IN EEN ANDERE LIDSTAAT

A. Op het etiket te vermelden gegevens

— Voor de veldkeuring verantwoordelijke instantie en lidstaat of hun kenteken.

— Soort, ten minste in Latijns schrift aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, dan wel de gewone benaming, of beide.

— Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift.

— Categorie.

— Referentienummer van het veld of van de partij.

— Opgegeven netto- of brutogewicht.

— De vermelding « Niet-definitief goedgekeurd zaad ».

B. Kleur van het etiket

Grijs.

C. Op het document te vermelden gegevens

— Instantie die het document afgeeft.

— Soort, tenminste in Latijns schrift aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, dan wel de gewone benaming, of beide.

— Ras, tenminste vermeld in Latijns schrift.

— Categorie.

— Referentienummer van het gebruikte zaad en naam van het land/de landen dat/die dit zaad heeft/hebben goedgekeurd.

— Referentienummer van het veld of van de partij.

— Oppervlakte die is beteeld voor de productie van de bij het document behorende partij.

— Geoogste hoeveelheid zaad en aantal verpakkingen

— Aantal generaties na het basiszaad in het geval van gecertificeerd zaad.

— Verklaring dat bij de teelt waarvan het zaad afkomstig is, aan de vastgestelde voorwaarden is voldaan.

— In voorkomend geval, de uitkomsten van een voorlopige analyse van het zaad.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN